

la presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MARDI 9 OCTOBRE 1984

Bell: les étranges partenaires

Alain Dubuc

■ Dans la philosophie économique nord-américaine, un monopole est une très mauvaise chose.

Les économistes, même les plus conservateurs, y voient une entrave à la libre concurrence; les syndicats, le pire côté du capitalisme; les défenseurs du tiers-monde, la source de l'exploitation des pays les plus démunis; enfin, les groupes de défense des consommateurs les trouvent incompatibles avec les intérêts des citoyens.

Cette méfiance face aux monopoles est tellement ancrée aux États-Unis qu'elle est inscrite dans les lois. L'Amérique de Reagan, pourtant pas gauchiste, a même démantelé le monopole qu'exerçait « Ma Bell » sur la téléphonie.

Pourtant, au Canada, on assiste à une très étrange alliance, où les groupes populaires, les syndicats et les associations de défense des consommateurs se liguient pour protéger le monopole de Bell Canada. C'est pour le moins bizarre.

Le spectre de la déréglementation

Ce curieux front commun s'est formé pour s'opposer à un projet du CNCP et de BC Rail qui veulent utiliser les lignes de Bell Canada pour offrir un service concurrent de téléphone interurbain. Ce projet doit obtenir l'approbation du CRTC, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. La semaine dernière, l'organisme fédéral, qui régit entre autres la téléphonie, tenait des audiences sur ce projet, presque tous les intervenants sont venus le dénoncer.

La grosse crainte provient de la façon dont Bell Canada résisterait à cette concurrence dans un de ses châteaux-forts. Bell fait en effet beaucoup d'argent avec les appels interurbains; mais une bonne partie de ces profits sert à éponger les pertes qu'elle subit avec ses réseaux locaux, déficitaires de \$1,2 milliard.

En gros, Bell charge trop cher pour les appels interurbains parce qu'elle ne peut pas charger assez cher pour le service local.

Si une autre compagnie offre des services interurbains à prix compétitifs, Bell devra ajuster à la baisse ses tarifs interurbains, pour résister à la concurrence. Dans le même sillage, elle devra donc hausser ses tarifs locaux. Cela inquiète beaucoup les associations de consommateurs, pour qui le téléphone est un service essentiel: une hausse de prix affecterait surtout les citoyens les plus démunis, comme les personnes âgées.

Pour les syndicats, la concurrence et d'éventuelles guerres de prix constituent une menace pour les salaires et la sécurité d'emploi.

Du mopole au duopole

Pour défendre leur point de vue, ces groupes insistent surtout sur les effets néfastes de la déréglementation, invoquant l'exemple américain. Aux États-Unis, le vent de libéralisation qui souffle partout a en effet provoqué d'importantes hausses de tarifs téléphoniques dans un climat de jungle économique.

Mais ce qui se passe au Canada n'a strictement rien à voir avec ce qui s'est passé aux États-Unis!

De l'autre côté de la frontière, on a eu droit à une vraie déréglementation. Cela veut dire, par définition, que les gestes, les décisions, les projets d'une entreprise ne sont presque plus assujettis aux contrôles gouvernementaux. En termes familiers, c'est le « free-for-all ».

Le magazine Fortune cite des exemples de ce que cela peut donner, comme une dizaine de services de pages jaunes dans la même ville, un climat de lutte féroce!

Ici, on ne prévoit rien de pareil, pour deux raisons. Tout d'abord, même avec l'arrivée du CNCP, la téléphonie ne sera pas déréglementée, puisque le monopole bureaucratique qu'est le CRTC sera toujours dans le décor et que le CNCP devra subir le même traitement réglementaire que Bell Canada.

Par ailleurs, la présence du CNCP ne suffira pas à instaurer le règne de la libre-entreprise. Actuellement, l'interurbain est un monopole. Avec le CNCP, cela deviendra un duopole. Dans le jargon des économistes, le duopole est tout simplement un monopole partagé par deux entreprises!

Le problème des tarifs

On peut même croire qu'un concurrent ferait du bien à Bell. C'est bien connu, les entreprises monopolistiques sont paresseuses et peuvent être tentées de reposer sur leurs lauriers parce que leur clientèle n'a pas la possibilité de trouver un autre fournisseur. D'ailleurs, les organismes de défense des consommateurs estiment que le service de Bell s'est détérioré au fil des ans. La concurrence pousserait Bell à être plus compétitive dans ses prix et la qualité du service.

Bell a commencé à goûter aux joies de la concurrence, notamment dans les interconnexions de standards téléphoniques. Les consommateurs peuvent maintenant acheter les appareils qu'ils veulent, et cela se passe très bien. Par ailleurs, Bell est fort bien équipée pour faire face à un compétiteur.

Toutefois, dans la situation actuelle, la concurrence Bell-CNCP ne se ferait pas à armes égales, puisque le nouvel arrivant n'aurait pas à subventionner un service local déficitaire.

Cela impliquerait donc une modification de l'échelle des prix. Bell prévoit ainsi une hausse de \$1,85 du tarif mensuel de base et se prépare en outre à la tarification à l'utilisation. Cela avantagera les entreprises, grosses utilisatrices d'interurbains et pénalisera les consommateurs qui utilisent beaucoup le téléphone. D'où les protestations.

Mais faut-il se scandaliser de ces changements? Bell ne ferait qu'introduire, dans le cas du téléphone deux principes universellement acceptés ailleurs; que les gens paient la valeur de ce qu'ils consomment et qu'ils paient plus quand ils consomment plus.

Ces principes sont appliqués virtuellement partout, même dans le cas des biens essentiels, et tout le monde l'accepte. Pour l'électricité, par exemple, il n'existe pas de tarif universel, indépendant de la quantité d'énergie que l'on utilise. Pourquoi devrait-il en être autrement dans le cas du téléphone?

C'est d'autant moins inquiétant que le CRTC veille au grain, pour éviter les abus et prévoir des mécanismes spécifiques de protection pour ceux qui en ont vraiment besoin.

En 85, les acheteurs de maisons devront se serrer la ceinture

■ Même si les prix des maisons et des logements en copropriété n'augmentent pas, les Québécois devront se serrer la ceinture davantage pour avoir accès à la propriété, l'an prochain.



FRANÇOIS BERGER

La fin, en décembre, de l'aide gouvernementale à l'achat des logements va entraîner une hausse brutale et minimale de 20 p. cent du coût mensuel d'occupation d'une maison neuve au Québec. Et cela, en supposant qu'il n'y aura pas d'augmentation ni dans les prix des maisons ni dans l'impôt foncier ou dans les frais de chauffage et d'assurances. Sans compter les fluctuations possibles des taux d'intérêt hypothécaire!

Les programmes fédéral et québécois de subventions à l'achat de logements, introduits à partir de 1982, ont servi à contenir les prix, note M. Pierre Bélanger, un expert de l'habitation largement écouté au Québec.

La fin du dernier programme encore en vigueur, soit *Corvée-Habitation*, présage de jours difficiles en 1985. Même si les porteurs de l'industrie de la construction domiciliaire s'accordent à dire que les prix vont plutôt rester stables, le coût moyen d'occupation d'une maison neuve (prix de vente de \$60 000) atteindra \$821 par mois en 1985, comparativement à \$688 en 1984 (voir le graphique ci-contre). L'augmentation est toute due au relèvement des taux d'intérêt que devront assumer les nouveaux

propriétaires. *Corvée-Habitation* permet aux acheteurs de financer, pendant trois ans, leur hypothèque au taux de 9 p. cent, en plus d'accorder une subvention d'environ \$1 500 en 1984 sur le prix d'achat de la maison. Cela ramène le versement mensuel en capital et intérêts à \$418 si l'acheteur fournit un comptant de \$10 000. Sans ce taux privilégié, ce qui sera le cas dès le début de 1985, le versement mensuel en capital et intérêts passera à \$551, une hausse de 32 p. cent du jour au lendemain! Le taux d'intérêt retenu dans ce calcul est 13 p. cent pour une hypothèque de \$50 000 amortie sur une période de 25 ans.

Les taux d'intérêt hypothécaire varient actuellement de 12 1/2 p. cent pour un terme d'un an à 13 1/2 et même 14 p. cent pour un terme de quatre ou cinq ans. Or, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prédit des taux de 14 1/2 à 16 p. cent en 1985. Si la prévision de l'agence fédérale devient réalité, la hausse du coût mensuel du nouveau propriétaire sera tout simplement exorbitante.

« Aux taux actuels, les emprunteurs ne rencontrent pas trop de problèmes, mais au-delà on peut s'attendre à ce que la demande fléchisse », indique M. Richard Desrochers, directeur adjoint du crédit hypothécaire à la Banque nationale du Canada, institution qui contrôle environ la moitié du marché québécois des hypothèques résidentielles. « Les taux devraient rester à peu près stables d'ici à la fin de l'année et se mettre à monter en 1985 en fonction de la situation aux États-Unis », ajoute M. Desrochers. À la SCHL, on considère que la *Federal Reserve* (la banque centrale américaine) maintient les taux d'intérêt artificiellement bas actuellement.



Avec la fin du programme *Corvée-Habitation*, les consommateurs devront déboursier davantage pour avoir accès à la propriété. photothèque LA PRESSE

La fin de *Corvée-Habitation* provoque une mini-ruée

■ La remontée enregistrée en septembre dans les mises en chantier de logements, au Québec, va se poursuivre en octobre, mais cela est dû à la dernière ruée des acheteurs qui veulent profiter des avantages du programme québécois *Corvée-Habitation* devant prendre fin en décembre.

En septembre, le nombre de nouveaux logements mis en chantier a progressé de 27 p. cent, par rapport au même mois de l'an dernier, pour atteindre 2 830. En octobre, il y aura encore une hausse, prédit la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

De janvier à septembre, le nombre total d'unités de logement mises en chantier a totalisé 25 904, 7,4 p. cent de plus que pendant la même période en 1983. Pourtant, toutes les prévisions, y compris les plus optimistes, indiquent, pour 1984, un nombre total de mises en chantier inférieur aux 40 000 de l'an dernier. À l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec (APCHQ), on prévoit 35 000 unités cette année. À la SCHL, on avance prudemment 38 000.

Il est certain que la fin du programme de subvention provoque une mini-ruée cet automne, remarque M. Roger Langlais, un analyste du marché de l'habitation au Québec. Même remarque à la SCHL.

Les quelque 1 200 constructeurs domiciliaires actifs dans l'industrie au Québec risquent de souffrir de la diminution de la demande de maisons en 1985. « Ce qui est mis en chantier à la fin de 1984 ne le sera pas en 1985 », commente l'économiste de l'APCHQ, M. Hugues Moisan, pour expliquer que la hausse des mises en chantier cet automne correspond à cette dernière ruée des acheteurs vers les bénéfices de *Corvée-Habitation*. « Le creux (dans la construction domiciliaire) sera d'autant plus important en 1985 que les taux d'intérêt seront à la hausse », ajoute M. Moisan, en précisant que les ventes de maisons usagées vont probablement augmenter (cette hausse est déjà ressentie: augmentation de 9 p. cent dans le nombre de maisons existantes vendues par les courtiers immobiliers depuis le début de 1984).

Politique de l'habitation

C'est dans ce contexte de dépression du marché du logement neuf que le ministre québécois de l'habitation et de la Protection du consommateur, M. Guy Tardif, s'apprête à dévoiler quelques éléments d'une politique de l'habitation que le gouvernement du Québec prépare depuis plusieurs années.

Dans l'industrie comme dans les autres milieux intéressés de près à l'habitation, on s'attend à ce que le ministre Tardif annon-

COÛT MENSUEL D'OCCUPATION D'UNE MAISON NEUVE

SANS AIDE GOUVERNEMENTALE	AVEC AIDE GOUVERNEMENTALE
COÛT TOTAL \$821	COÛT TOTAL \$688
CHAUFFAGE, ÉLECTRICITÉ, ASSURANCES \$120	CHAUFFAGE, ÉLECTRICITÉ, ASSURANCES \$120
TAXES FONCIÈRES \$150	TAXES FONCIÈRES \$150
PAIEMENT DU CAPITAL ET DES INTÉRÊTS* \$551	PAIEMENT DU CAPITAL ET DES INTÉRÊTS** \$418

*Sans subvention. Prix de vente: \$60 000. Hypothèque de \$50 000 à 13% (amortissement sur 25 ans)

SOURCES: Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, Atelier de ressources techniques en habitation.

**Avec subvention. Prix de vente: \$60 000 (subvention d'environ \$1 500 en 1984; nouveau prix de vente: \$58 500). Hypothèque de \$48 500 à 9 1/2% (programme *Corvée-Habitation*).

Les propriétaires québécois sont en train de rattraper ceux de l'Ontario dans le coût relatif de l'habitation, selon la SCHL.

Ainsi, les Québécois qui sont propriétaires du logement qu'ils occupent (propriétaires occupants) doivent consacrer 23 p. cent de leur revenu brut au logement. En Ontario (où le revenu moyen est plus élevé), la proportion est de 25 p. cent.

Il faut donc consacrer un dollar sur quatre à la propriété. La tendance à la hausse au Québec est très nette, dit aussi la SCHL.

La nouvelle flambée des coûts de l'habitation n'épargnera pas les locataires. Ces derniers ont bénéficié de hausses de loyers assez faibles au cours des deux dernières années (7 p. cent en 1983 et 6 p. cent cette année, selon la SCHL), mais ce répit prendra fin dès l'an prochain, estime M. Anh Trinh, responsable des prévisions

économiques pour le Québec à l'agence fédérale du logement.

Les surplus de logements locatifs (2,6 p. cent en avril dernier, dans la région de Montréal) vont baisser assez rapidement, à cause de la demande de logements qui a tendance à augmenter au fur et à mesure que de nouveaux emplois sont créés et en raison aussi de la faiblesse de la construction de nouveaux logements locatifs. Ce resserrement du marché locatif va provoquer de plus fortes hausses des loyers en 1985, croit M. Trinh.

Outre les loyers et le coût de la maison neuve, les acheteurs de maisons usagées peuvent aussi s'attendre à des hausses de prix, en 1985. Déjà, les prix des maisons existantes revendues par l'intermédiaire des courtiers en immobilier ont progressé de 11 p. cent au cours du deuxième trimestre de 1984.

DANS NOS PAGES

• COMMERCE

Cette année, les grands magasins réaliseront de bonnes affaires aux Fêtes.

page E-2

• CHÔMAGE

Au Canada, la part des jeunes dans le chômage reste la même qu'aux États-Unis

page E-2

• CARTE INTELLIGENTE

Une carte électronique permet à son utilisateur d'effectuer une multitude d'opérations à la vitesse de l'éclair

page E-3

• LE DOLLAR

Le dollar américain est engagé dans une course folle.

page E-3

• DÉRÈGLEMENTATION

La déréglementation n'implique pas que les pouvoirs publics cessent de surveiller les institutions financières.

page E-6

• COMPTE BANCAIRE

La concurrence entre les institutions financières a rendu difficile le choix d'un compte bancaire.

page E-8

À NOTER

AUJOURD'HUI

■ Déjeuner-causerie du Cercle canadien de Montréal. Invité: Claude Castonguay, président, Corporation du Groupe La Laurentienne. Au Reine Elisabeth. Renseignements: 842-3310.

■ Clinique de gestion organisée par le Regroupement des femmes entrepreneurs du Québec. Au 6086 est, rue Sherbrooke, Montréal. Renseignements: 259-5397.

■ Colloque sur le financement des exportations organisé par la Société pour l'expansion des exportations et le Bureau de Commerce de Montréal. Au Centre Sheraton. Renseignements: 283-7413 ou 288-8290.

MERCREDI

■ Le 2e Salon de l'informatique, de la bureautique, de l'électronique et des communications (SIBEC II) se tient au Palais des Congrès du 10 au 12 octobre. Renseignements: 522-1149.

JEUDI

■ Déjeuner-causerie tenu par le Centre de commerce mondial de Montréal. Invité: M. Habib Bourguiba Jr, conseiller spécial du président de la Tunisie et président directeur général de la Banque de développement économique de Tunisie. Au Grand Salon de l'hôtel Méridien. Renseignements: 288-9090.

\$ CANADIEN
— 4 / 100
75,83

DOW JONES
1177,89
(-4,64)

fermé
L'OR
(New York)

ÉCONO-FLASHES

par ANDRÉ CHÉNIER

Entente Renault-International

■ La Régie nationale des usines Renault doit signer aujourd'hui avec International Harvester un protocole d'entente au sujet d'une filiale commune qui produirait des pièces de tracteur. Une autre filiale des deux entreprises serait chargée de planifier la coopération de Renault et International Harvester pour la



production de tracteurs en Europe, chacun des associés conservant ses propres modèles et son réseau de ventes. Les modalités du financement sont encore à préciser.

Bralorne achète Mark Products

■ Bralorne Resources se propose d'acheter toutes les actions de Mark Products qu'elle ne possède pas encore, au prix de \$5,25 l'action. Bralorne, qui détient présentement 53 p. cent d'intérêts dans Mark Products, a retenu à cette fin les services de First Boston Corp. à titre de conseiller financier.

Droits de souscription de Grosmont

■ L'offre de droits de souscription que Grosmont Resources avait faite à ses actionnaires, offre qui a pris fin le 2 octobre, a rapporté \$761 000 à la compagnie, qui a par ailleurs vendu deux propriétés pour la somme de \$4,1 millions. La majeure partie de ces capitaux doit permettre à la compagnie d'amortir une dette bancaire de \$3,5 millions.

Un déficit pour K-Tel

■ K-Tel International a terminé son exercice financier avec un déficit d'exploitation net de \$17 405 000 ou \$5,07 par action sur un chiffre d'affaires de \$130,1 millions, en regard d'un déficit d'exploitation net de \$4 817 000 ou \$1,42 par action pour l'exercice précédent, alors que ses revenus étaient de \$139 millions. Au dernier trimestre, le déficit d'exploitation a été de \$14 325 000 ou \$4,17 par action sur un chiffre d'affaires de \$20,5 millions, comparativement à un déficit de \$5 908 000 ou \$1,73 par action sur des revenus de \$19,5 millions l'an dernier.



Un succès de Home Oil

■ Home Oil, filiale de Hiram Walker, a fini de forer un puits de gaz et en a abandonné trois autres avec ses associés à l'île au Sable, au large de la Nouvelle-Écosse. Foré à une profondeur de 6 043 mètres, le puits Louisbourg J-47 a subi quatre essais, dont l'un a révélé une capacité d'environ 140 000 mètres cubes-jour.

Dow Jones: un nouveau sommet

■ Dow Jones croit que ses profits atteindront cette année un nouveau sommet. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le profit net de DJ a été de \$94 698 000 ou \$1,48 par action sur un chiffre d'affaires de \$708 551 000, comparativement à des bénéfices nets de \$80 759 000 ou \$1,28 par action sur des revenus de \$632 756 000 au cours de la même période l'an dernier. En nombre de lignes, la publicité s'est accrue de 4,8 p. cent dans le Wall Street, bien qu'elle ait diminué de 2,2 p. cent au troisième trimestre.

Ponderosa: un profit accru

■ La chaîne de restaurants Ponderosa s'attend que ses bénéfices nets du troisième trimestre, période qui prend fin le 1er novembre, seront probablement inférieurs aux quelque 40 cents par action que prévoyaient des analystes financiers. Néanmoins, la compagnie croit que ses profits nets seront « substantiellement supérieurs » au \$1 million ou 13 cents par action du troisième trimestre de l'an dernier. Le chiffre d'affaires de Ponderosa était alors de \$92,8 millions.

Philips investit dans la recherche

■ Philips Gloeilampenfabrieken, n.v., des Pays-Bas, a investi \$50 millions (US) dans un laboratoire de recherche en micro-électronique à Silicon Valley, en Californie. Signetics, filiale de Philips, avait déjà ouvert cet établissement il y a



cinq ans mais la majeure partie de son équipement vient d'être renouvelé pour la recherche de pointe dans le domaine des circuits intégrés.

Projet IBM-British Telecom

■ Le gouvernement britannique étudie toujours le projet de British Telecom et de IBM de s'associer, au Royaume-Uni, dans un réseau de media électroniques qui exigerait un permis spécial. Ce projet a été vivement critiqué par les manufacturiers britanniques d'équipement électronique, par des compagnies de logiciels, par diverses institutions et des associations de l'industrie.

Hypermarché à la française aux É-U

■ Le premier hypermarché à la française aux USA, Le Bigg's, sera inauguré le 16 octobre à Cincinnati, dans l'Ohio. C'est ce qu'annonçait hier le groupe français de magasins à grande surface, Euromarché. Le Bigg's de Cincinnati, qui a coûté \$20 millions, s'étendra sur 12 000 mètres carrés et sera le principal magasin d'un centre commercial de 32 500 mètres carrés. La société d'exploitation sera constituée à 90 p. cent d'actionnaires français, dont Euromarché (20 p. cent), le groupe Lazard (31 p. cent) et la Banque crédit agricole (5 p. cent), plus le grossiste américain Super Value (10 p. cent).

Les aciéries US vont mieux

■ Les aciéries américaines ont produit 73 098 000 tonnes d'acier depuis le début de l'année. C'est une augmentation de 17,2 p. cent par rapport aux 62 352 000 tonnes de la même période l'an dernier.

Un profit pour Eastern Airlines

■ Le troisième trimestre a été profitable pour Eastern Airlines qui a terminé cette période avec des bénéfices nets de \$3,6 millions sur un chiffre d'affaires d'un peu plus de \$1 milliard, alors qu'au troisième trimestre de l'an dernier cette compagnie d'aviation accusait un déficit de \$34,4 millions sur des revenus de \$995 millions. Pour les neuf premiers mois cependant, Eastern accuse un déficit de \$48,7



millions ou \$1,69 par action, en regard d'un déficit de \$128,9 millions ou \$5,46 par action l'an dernier. Le président du conseil Frank Borman attribue l'amélioration du troisième trimestre à l'importance du trafic voyageur ainsi qu'au programme de réduction des coûts de la compagnie.

ATT: 11 000 emplois en moins

■ NEW YORK (AFP) — Le géant des télécommunications ATT économisera entre \$400 et \$500 millions par an grâce à la réduction d'effectifs en cours, qui supprimera 11 000 emplois d'ici à la fin de l'année, a indiqué M. James Olson, vice-président de la société.

ATT, a indiqué M. Olson, négocie actuellement avec les syndicats, au premier rang desquels le syndicat des ouvriers des communications, pour diminuer ses frais salariaux dans ses nouvelles usines. Il a précisé que la société n'a pas demandé de réductions de salaires, mais a réduit l'échelle de classification des emplois dans certaines usines.

Le vice-président d'ATT a d'autre part indiqué que la com-

pagnie va tenter de réduire à quatre ses cinq premiers niveaux d'emplois, afin de réduire les coûts et simplifier les procédures de gestion. En juillet dernier, ATT avait annoncé le gel des salaires des 114 000 employés de gestion de la société, pour économiser \$184 millions.

M. Olson a également précisé qu'ATT avait réduit fortement le coût de production de ses systèmes de commutation informatisée « 5 ESS » grâce à des économies d'échelle : ATT, a-t-il précisé, va vendre cette année des équipements de commutation « 5 ESS » pour 2,6 millions de lignes, essentiellement à des sociétés de téléphone, contre 300 000 lignes l'an dernier. Il a estimé que la société vendra en 1985 six millions de lignes.

APRÈS UNE ANNÉE DIFFICILE

Les grands magasins feront de bonnes affaires aux Fêtes

■ Les grands magasins ont connu des difficultés cette année à augmenter leurs ventes mais réaliseront de bonnes affaires aux Fêtes.

LAURIER CLOUTIER

Comme lors des premiers six mois, les résultats du troisième trimestre ne s'annoncent « pas très positifs », déclare l'analyste Martin Kaufman de la maison de courtage Nesbitt Thomson.

Ceux du quatrième trimestre se révéleront toutefois bien meilleurs. Au total cependant, l'année ne sera « pas bonne » et 1985, « meilleure mais pas de beau-coup. La croissance du volume et l'inflation resteront faibles. Les ventes augmenteront d'environ 5,5 p. cent cette année et de six p. cent l'an prochain ».

L'analyste Ross Cowan de la maison de courtage montréalaise Lévesque, Beaubien Inc. et le courtier Janis Kraut de la firme McLeod Young Weir ne recommandent pas non plus aux investisseurs l'achat d'actions des grands magasins.

Les spécialisés et les supermarchés

Dans le secteur du commerce de détail, les spécialistes préfèrent des chaînes de magasins spécialisés et des supermarchés d'alimentation, malgré la nouvelle concurrence de Super Carnaval dans la région de Montréal.

Château a ouvert une trentaine de magasins de vêtements cette année. Martin Kaufman ajoute que la chaîne a prouvé qu'elle peut augmenter sa part de marché. Les profits atteindront encore des records cette année, soit \$1,70 par action et \$2,00 l'an prochain. McLeod Young Weir trouve cependant le prix de l'action un peu élevé.

Grâce aux acquisitions aux USA, la chaîne Dylex devrait, elle, réaliser \$3,10 par action. Janis Kraut préférerait toutefois que le prix de l'action tombe de \$29 à \$24, au printemps sans doute, avant d'acheter Dylex.

Mark & Spencer, à compter de 1985 et pendant cinq ans, réaliserait 15 p. cent de gains annuels dans ses bénéfices par action, poursuit Martin Kaufman.

Super Carnaval

Dans le secteur alimentaire, à cause de la concurrence de Super Carnaval, Provigo a vu sa marge



photo René Picard, LA PRESSE

Les résultats du quatrième trimestre seront bien meilleurs que ceux du trimestre précédent dans les grands magasins, pour qui on prévoit de bonnes affaires au temps des fêtes.

de profits se réduire. Même si le reste des opérations vont très bien, Provigo ne pourrait pas montrer de hausse de bénéfices l'an prochain.

Super Carnaval n'affecte que peu Oshawa comparativement à Provigo. Le groupe réalisera des ventes et des profits records en 1984-85, soit \$2,30 par action cette année et \$2,60 l'an prochain.

Les nouveaux Super Carnaval de Québec et de Montréal font des ravages avec leurs supermarchés différents et bien situés et leurs meilleurs prix. En plus de ceux de Longueuil et de Saint-Léonard, on prévoit une autre ouverture sur la Rive Sud en

décembre et trois nouvelles l'an prochain dans le Grand Montréal.

Ross Cowan souligne qu'avec l'achat de 39 p. cent de Brooks Fashion qui doit se conclure le premier novembre, Dylex se donne un outil très intéressant pour pénétrer le marché américain.

Quant à Château, elle a connu d'excellents résultats jusqu'ici, compte ouvrir 25 nouveaux magasins par an au Canada au cours des trois prochaines années et s'implanter aux USA par la suite.

De son côté, le courtier Janis Kraut de McLeod Young Weir suggère Distribution au consommateur, qui est revenu à la rentabilité

depuis deux ou trois ans et dont le prix de l'action reste bas, à \$6,50, avec \$1 milliard de ventes.

Profitant des activités américaines, le prix du titre pourrait atteindre de \$9 à \$10 avant les Fêtes et le risque de baisse n'est pas très grand. La firme a commencé à tester les commandes par catalogue à partir de bureaux de poste, ce qui peut augmenter facilement les ventes sans gonfler les frais.

Enfin, Seagram, qui retire des dividendes de \$159 millions US de son investissement dans Du Pont, soit \$4 millions par semaine et...\$400 par minute.

L'évolution du chômage aux É-U. et au Canada: des similitudes étonnantes

■ Que ce soit avant ou après la récession la part des jeunes dans le chômage de leur pays reste strictement la même au Canada et aux États-Unis.

C'est ainsi qu'en 1975 les jeunes de 16 à 24 ans représentaient 46 p. cent du total des chômeurs au Canada et 45,8 p. cent, aux États-Unis.

JEAN POULAIN

Huit ans plus tard, en 1983, après une récession qui a frappé les deux pays de façons différentes et pas en même temps, ce pourcentage a baissé, mais baissé de façon identique, de sorte que l'on fait face encore à des taux semblables: les 46 p. cent du Canada sont tombés à 39,3 p. cent pendant que les 45,8 p. cent des États-Unis ont été ramenés à 38,8 p. cent.

Ce parallélisme s'est dessiné en dépit du fait que de 1975 à 1983 le chômage au Canada ait augmenté de 112 p. cent (de 674 000 à 1 431 000) au lieu de 35 p. cent seulement chez nos voisins (de 7 929 000 à 10 717 000).

Cette similitude pose la question de savoir si l'évolution du chômage chez les jeunes obéit avant tout à des facteurs structurels qui seraient communs, ce qui jetterait un doute sur l'efficacité des efforts des pouvoirs publics au Canada pour s'attaquer spécifiquement au chômage des jeunes.

Les jeunes du Canada et des États-Unis ne sont pas les seuls à avoir réagi de la même façon à l'évolution du marché du travail de ces huit dernières années.

Similitude chez les adultes

Les adultes d'âge mûr (25 à 54 ans) où se regroupe le gros des chefs de famille, semblent eux aussi avoir uniformément évolué des deux côtés de la frontière, leur part des chômeurs montant au Canada de 46,3 à 53,9 p. cent et aux États-Unis, de 45,7 à 53,8 p. cent, comme l'illustre le tableau ci-joint: non seulement leur part en pourcentage du chômage global est la même au départ (46,3 et 45,7 p. cent en 1975) mais elle évolue parallèlement (53,9 et 53,8 p. cent en 1983).

Le groupe le plus âgé parmi les

L'ÉTONNANTE RESSEMBLANCE DE LA STRUCTURE ET DE L'ÉVOLUTION DU CHÔMAGE SELON LES GROUPES D'ÂGES AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

(chiffres en milliers) 1975 - 1983							
	16-24 ans		25-54 ans		55 ans et +		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
1975							
Canada	310	46,0	312	46,3	53	7,9	674
États-Unis	3 632	45,8	3 620	45,7	675	8,5	7 929
1983							
Canada	562	39,3	771	53,9	98	6,8	1 431
États-Unis	4 159	38,8	5 768	53,8	791	7,4	10 717

Source: Statistique Canada: pour le Canada: données inédites; pour les États-Unis: données reprises du U.S. Dept of Labor, Bureau of Labor statistics.

travailleurs, soit les 55 ans et plus ont conservé à travers les années de crise une part à peu près inchangée du total des chômeurs, passant de 7,9 à 6,8 p. cent au Canada et de 8,5 à 7,4 p. cent aux États-Unis.

Si l'on pousse encore plus loin l'analogie en découpant plus encore les tranches d'âge soit en examinant les 25 à 34, les 35 à 44 et les 45 à 54 ans, comme l'a fait Statistique Canada qui vient de dévoiler ces statistiques inédites, la correspondance entre les deux pays est encore plus frappante.

En 1975 les 25-34 ans représentaient la moitié des chômeurs canadiens (49,7 p. cent) et la moitié des chômeurs américains (49,1 p. cent).

Huit ans plus tard, en 1983, la part canadienne de ces 25-34 ans montait à 52,8 p. cent pendant que, toujours aussi étrangement, nos voisins évoluaient de façon strictement identique, passant de 49,1 à 53,4 p. cent.

La similitude est encore plus parfaite pour les 35 à 44 ans dont la part du chômage total était strictement identique dans les deux pays en 1975 avec 26,3 p. cent, pour remonter, après la récession, à 29,1 au Canada et 28,6 p. cent aux États-Unis.

Quant aux 45 à 54 ans on les retrouve à 24 p. cent au Canada et

24,7 aux États-Unis en 1975 pour baisser et se retrouver en 1983 à 18,3 et 18,0 p. cent respectivement.

Les taux de chômage

Cette constance dans la répartition des groupes d'âge des deux pays est d'autant plus étonnante que les taux de chômage du Canada et des États-Unis ont suivi, eux, des évolutions très différentes, voire opposées, au cours de la période et qu'en particulier la récession a frappé nos voisins environ un an plus tôt.

Au départ en 1975, le taux de chômage global était plus élevé aux États-Unis (8,5 p. cent) qu'au Canada (6,8 p. cent).

Huit ans après, en 1983, la situation était inversée, le Canada passant à 11,8 p. cent alors que nos voisins n'avaient atteint que le niveau de 9,6 p. cent.

En 1981 le taux de chômage global des deux pays était identique: 7,5 au Canada et 7,6 aux États-Unis, le groupe des 25-54 ans, se plaçant dans chacun des deux pays à 5,8 p. cent.

Comme pour le chômage global, les taux mesurant le nombre de chômeurs dans la population active de 16 à 24 ans ont évolué de façon différente dans les deux pays.

De 1975 à 1978-79 leur évolution

a été opposée, le taux baissant constamment aux États-Unis, de 16,1 à 11,8 p. cent pendant qu'il montait au Canada de 12,0 à 14,5 p. cent.

De 1979 à 1982-83 le chômage des 16-24 ans a connu une hausse dans les deux pays atteignant 20,0 p. cent en moyenne pour l'année 1983 alors que nos voisins se retrouvaient à leur sommet en 1982 à 17,8 pour descendre à 17,2 p. cent en 1983.

Les mêmes divergences de taux de chômage caractérisent la tranche des sans-emploi d'âge adulte compris entre 25 à 54 ans dont le taux passe au Canada de 6,8 à 9,9 p. cent alors qu'il reste beaucoup plus stable chez nos voisins entre 7,5 en 1975 et 7,7 en 1983.

On retrouve toutefois dans cette catégorie la même différence chronologique que pour les jeunes de 16 à 24 ans: pour la période 1975-1979 les taux baissent chez nos voisins de 7,5 à 5,2 p. cent, pendant que de 1975 à 1978 ils montent chez nous, de 6,8 à 8,1 p. cent.

L'avantage aux femmes

Un dernier point de similitude entre le marché du travail du Canada et celui des États-Unis se retrouve en 1982 alors que l'écart de taux de chômage historiquement à l'avantage des hommes au Canada comme aux États-Unis s'est renversé dans les deux pays à la faveur de la récession: il n'a pas changé depuis.

Au Canada le taux de chômage des femmes (tous âges) qui était de 8,3 en 1981 est passé à 10,8 à 1982 alors qu'il faisait dans le même temps un véritable bond chez les hommes, passant de 6,9 à 11,0 p. cent.

Aux États-Unis le chômage féminin est passé de 7,9 en 1981 à 9,4 en 1982 alors que chez les hommes il grimpeait de 7,4 à 9,9 p. cent.

Le caractère inédit des données de Statistique Canada pour cette comparaison avec les États-Unis vient de la nécessité de rectifier les chiffres canadiens habituels de l'enquête mensuelle qui concerne les personnes de 15 ans et plus alors qu'aux États-Unis la même enquête couvre les 16 ans et plus.

LES IMPÔTS

Une nouvelle convention fiscale entre le Canada et les États-Unis

Nos rapports avec nos voisins du sud sont changés. Le 16 août 1984, une nouvelle convention fiscale entre le Canada et les États-Unis a été ratifiée après des discussions entamées en 1980.

DIANE BALE, C.A.

de Caron Bélanger Dallaire Gagnon / Clarkson Gordon, Montréal.

Certaines modifications importantes ont discrètement pris effet le 1er octobre 1984 et d'autres seront généralement en application le 1er janvier 1985, sauf que l'entrée en vigueur pour les corporations est reportée à la première année d'imposition commençant après 1984. Que vous soyez un particulier sur le point de partir pour la Floride ou que votre corporation ait des activités outre-frontière, vous devriez être au courant des modifications puisque, dans certains cas, d'importantes sommes d'argent peuvent être en jeu.

La nouvelle convention s'applique aux résidents des deux pays et a une application limitée aux résidents du Canada qui sont citoyens américains. La convention vise à éliminer la double imposition et peut avoir préséance sur les lois intérieures d'un pays.

Une des modifications touche les taux de retenue fiscale sur les paiements versés à un résident de l'autre pays. Un tableau des paiements les plus fréquents pour lesquels les taux sont modifiés est présenté plus bas et indique la date la plus rapprochée à laquelle les nouvelles règles entreront en vigueur.

Si les règles de la nouvelle convention sont moins avantageuses que celles de l'ancienne vous pourriez vous prévaloir d'allègements transitoires qui permettent, en général, de prolonger l'application de l'ancienne convention d'une année. Prenons l'exemple de Henri Leblanc à la retraite et installé en Floride. Son ancien employeur canadien lui verse des prestations de retraite. Antérieurement, aucun impôt n'était retenu à la source; toutefois, en vertu de la nouvelle convention, une retenue de 15% sera déduite de ses prestations. Aux fins de l'impôt américain, une partie ou l'ensemble des prestations sera imposable et il pourra se prévaloir d'un crédit pour impôt étranger jusqu'à concurrence des plafonds permis. Il pourra différer l'application de la nouvelle retenue jusqu'au 1er janvier 1986 en informant par écrit son ancien employeur de son utilisation des règles transitoires d'allègement.

L'exemple de Robert Lajoie est bien différent. Il a la chance de recevoir une pension alimentaire de son ex-épouse qui demeure aux États-Unis. Auparavant, il n'aurait reçu que 85% du montant versé, 15% étant remis directement par elle au fisc américain. Robert se prévalait d'un crédit d'impôt étranger, alors que maintenant il reçoit le montant total.

TAUX MAXIMUMS DE RETENUE FISCALE

	Ancienne convention	Nouvelle convention	Date d'entrée en vigueur la plus rapprochée
Loyers:			
— Biens immeubles	15%	25%*	1 ^{er} janvier 1985
— Biens corporels	15%	10%	1 ^{er} octobre 1984
Redevances	15%	10%	1 ^{er} octobre 1984
Dividendes			
— corporation-actionnaire détenant 10% ou plus	15%	10%	1 ^{er} octobre 1984
Pension alimentaire	15%	Néant	1 ^{er} octobre 1984
Honoraires de gestion	15%	Néant	1 ^{er} janvier 1985
Pension périodique ou paiements de rente	Néant	15%	1 ^{er} octobre 1984
Païement forfaitaire de pension ou de rente	15%	25%*	1 ^{er} janvier 1985

* Ce taux est de 30% lorsque le paiement est reçu des États-Unis par un résident canadien.

Les gains en capital provenant de la vente par un résident d'un pays de biens immobiliers situés dans l'autre pays sont aussi traités différemment. Les gains qui anciennement n'étaient, en général, imposables que dans le pays de résidence du vendeur seront à l'avenir imposables dans le pays où est situé le bien. Quelques règles transitoires allégeront l'effet de la nouvelle convention sur les gains courus au 31 décembre 1984 sur des biens possédés avant le 26 septembre 1980. Les Canadiens qui possèdent actuellement, à des fins personnelles, des biens immobiliers américains devraient songer à revoir leur situation à la lumière de la planification qui est à leur disposition. Les règles transitoires d'allègement peuvent retarder l'effet de la nouvelle convention en ce qui a trait aux gains en capital.

Si vous avez des activités dans les deux pays, vous devriez vous familiariser avec la nouvelle convention puisque certaines de ses incidences ont une grande portée. Si vous recevez des États-Unis un paiement semblable à ceux énumérés dans le tableau ou que vous versiez un tel paiement aux États-Unis, vous devriez vous assurer que vous respectiez les nouvelles règles de retenue fiscale et que vous bénéficiez de toutes les règles transitoires d'allègement qui pourraient améliorer votre sort.

Edition: Roger Germain, F.C.A.

La « carte intelligente » peut remplacer toutes les autres

Avec son microprocesseur inséré dans l'épaisseur même de la carte, la « carte intelligente », une récente invention française, permet à son utilisateur d'effectuer à la vitesse de l'éclair une multitude d'opérations.

MICHEL GIRARD

Cette carte électronique, dotée d'une mémoire phénoménale, est l'une des innombrables innovations que l'on a pu voir dans le cadre du Salon international de la recherche et du développement qui a eu lieu la semaine dernière à la Place Bonaventure.

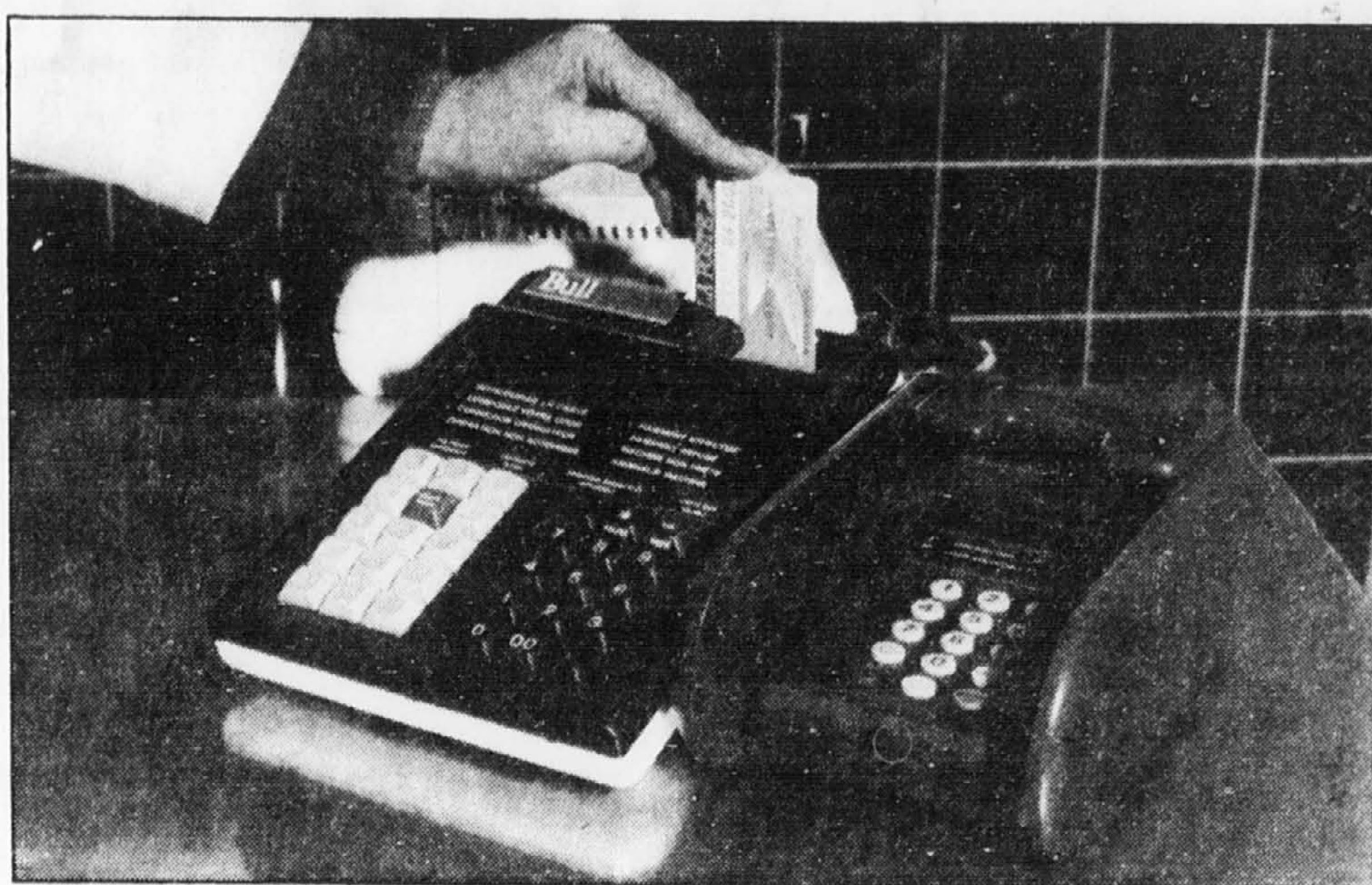
C'est le ministère des Postes et Télécommunications de France, l'un des premiers organismes, avec les banques françaises, à avoir adopté la « carte intelligente », qui a présenté les multiples avantages de cette carte.

Le principal atout de cette carte, c'est d'être capable de regrouper en elle-même toutes les fonctions que remplissent les nombreuses cartes (crédit et autres) présentement en circulation à travers le monde.

La « carte intelligente » peut servir de carte d'accès à des sites protégés, comme les bureaux, les zones militaires, les coffres-forts. Elle donne accès aussi à des systèmes d'information, comme des banques de données, le courrier électronique, la télévision à péage.

Elle offre également les services traditionnels des cartes magnétiques: retrait d'argent, paiement chez les commerçants.

On peut s'en servir également comme « banque à domicile » pour effectuer des virements de fonds, pour consulter ses comptes de chèques et d'épargne, pour faire des diverses demandes (chèquiers ou documentation), pour faire des commandes et des règlements d'achats à distance auprès d'organismes



Le ministère des Postes et Télécommunications de France est l'un des premiers organismes, avec les banques françaises, à avoir adopté la « carte intelligente ».

et de sociétés participant au télépaiement.

La « carte intelligente » sert à s'identifier sur différents terminaux (de la Poste ou autres) et à payer ses communications sur les publiphones à carte-mémoire.

Cette carte électronique est sans limite ou presque alors qu'on peut y ajouter toutes sortes de fonctions: porte-monnaie électronique, carnet de chèques électronique, système comptable (on peut tenir à jour ses dépenses, ses soldes bancaires etc.), dossier personnel (on peut enregistrer des données médicales, bancaires, scolaires etc.), etc.

L'or vert

D'autre part, la firme montréalaise André Marsan et associés a présenté les grandes vertus de la « spirulina maxima »,

une algue bleue microscopique. Cette algue vit à l'état naturel au lac Tchad (en République du Tchad) et elle est cultivée artificiellement au Mexique, en Thaïlande, en Algérie et en Californie.

Les spécialistes prétendent que cette algue est « l'or vert de demain ». Pourquoi? Parce qu'elle constitue une source de protéines végétales importante qui peut concurrencer les protéines provenant du lait de vache, des oeufs et de la viande.

Selon la firme montréalaise, l'algue spirulina constitue un potentiel non négligeable pour réduire le déficit protéinique mondial.

Au Japon, cette algue bleue est reconnue comme un aliment pour la pisciculture et également un excellent aliment thérapeutique.

On effectue présentement diverses recherches sur cette algue: on tente de l'incorporer dans les céréales sèches, les pâtes alimentaires, les soupes en sachets, les bonbons, le chocolat, les diètes traditionnelles des pays en voie de développement, les antibiotiques etc.

Produits

Texel inc., une entreprise de la Beauce, a développé un matériau-miracle, le géotextile (une sorte de tissu).

Fabriquée en polyester ou en polypropylène, le géotextile peut, dans le cadre de travaux de construction, servir de drain, de filtre, de séparateur et même d'armature.

On peut l'utiliser dans la construction de chemins de fer, de chemins forestiers, de routes... dans les travaux hydrauliques ou les fondations d'édifices.

Pour la France, le feuilleton du dollar ressemble à une course infernale

■ PARIS — C'est comme un suspense interminable avec rebondissements de plus en plus rapprochés: tellement d'événements incroyables qu'on se croit proche du dénouement, qui n'arrive jamais. Avec le dollar américain sur les marchés des changes européens, il n'y a plus de limite.

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

Résumons. Le dollar avait une vieille parité de préférence: cinq francs. Avec quelques variations. Lorsque, de 1978 à 1980, il est tombé à quatre francs, les européens ont crié au désordre monétaire: on n'avait jamais vu ça. Mais il n'est plus jamais revenu à cinq francs. Août 1981: six francs. Dix mois plus tard: sept francs. L'été de 83: huit francs. Pour chaque franc supplémentaire, les importations coûtent à la France vingt milliard de francs de plus.

A quand la barre symbolique des dix francs? Cela paraissait plutôt une plaisanterie cynique. Après avoir « joué au yo-yo » (selon le premier ministre Fabius) pendant toute la saison 83-84, le billet américain a finalement franchi à l'automne, comme d'habitude, une nouvelle barre symbolique: 9,02 le 5 septembre. Après quoi on s'attendait à le voir digérer cette nouvelle avance.

D'où l'ébahissement général: loin de se calmer, le billet vert ressemble à un cheval qui pousse un dernier galop vers la ligne d'arrivée: en quinze jours, il arrive pas très loin de la fameuse frontière des 10 francs. Mais continue du cinq au 17 septembre: de 9,02 à 9,38. DIX centimes le lendemain. Et puis le vendredi 21, c'est l'effolement: en une matinée, le dollar a gagné 23 centimes et cotera jusqu'à 9,75. L'intervention des banques centrales le ramène brutalement à 9,40. Mais désormais tout paraît possible.

De passage à Paris, l'économiste Milton Friedman constate que « la force du dollar est le produit d'une économie saine et libre ». Et de conseiller aux européens: « Faites comme nous, et vos monnaies se porteront bien. »

Pour la France, en tout cas, le résultat est plutôt dramatique: comme le tiers des importations se paient en dollars, c'est comme si elles coûtaient maintenant quatre-vingt ou cent milliards de francs de plus aujourd'hui par rapport à 1980. Quant à la très grosse dette extérieure (quelque 500 milliards de F, moitié en dollars), elle augmente mécaniquement avec le billet vert. Ce qui n'arrange rien.

A tout ça il y a un revers positif: les produits français se vendent incroyablement moins cher sur les marchés de la zone dollar (USA, Canada, Amérique latine etc.).

Ou plutôt: c'est ce qui devrait se passer. On se plaignait de l'in-

vasion des produits américains au moment du dollar à quatre francs. Ce devrait être un raz-de-marée français (et européen), notamment en Amérique du nord.

En réalité, il y a progression importante, mais aucun « boom ». La France vendait 20 milliards de francs aux États-Unis en 1980 et 44 milliards en 1983, mais les importations américaines montaient également, à peine moins vite: en 1983, le déficit était encore de 17 milliards de francs malgré un dollar à huit francs.

Ce n'est que cette année que l'équilibre sera atteint, avec une progression de 6 p.c. des exportations françaises pour les sept premiers mois de 1984. Ces résultats

plutôt bons ne se retrouvent pas partout. Le très modeste commerce vers le Canada reste désespérément stable.

« La France n'est pas en mesure de vraiment profiter de la hausse du dollar pour ses exportations », explique l'économiste Roger Priouret (éditorialiste au « Nouvel observateur »). Elle a longtemps fonctionné sur un marché protégé. Sa spécialité: les grands contrats d'état à l'étranger, l'agro-alimentaire, les produits de luxe. Pour envahir le marché américain avec des produits très courants (auto, électro-ménager), il lui faudrait un vaste réseau commercial qu'elle n'a pas pour l'instant.

Parmi les « grands contrats »,

celui annoncé le 4 septembre et qui porte sur la vente (ferme ou optionnelle) de 91 « airbus » à la compagnie Pan-Am. L'équivalent sur plusieurs années de 25 milliards de francs. Une vente énorme qui découle directement de la hausse du dollar.

Mais, comme le dit l'économiste Michel Beaud, « ce qui pèse vraiment dans le commerce extérieur, c'est la vente de produits courants, usuels, que tout le monde achète ». La France des vins et fromages, de la haute couture, et même du TGV, du nucléaire ou des métros, n'est pas pour l'instant la mieux équipée dans cette bataille. Le feuilleton du dollar pour elle ressemble plutôt à une course infernale.

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

Les actions ordinaires de Corporation Financière Power seront inscrites à la cote des bourses de Montréal et de Toronto et admises à la négociation à l'ouverture le 10 octobre 1984 sous le symbole « PWF ».

Corporation Financière Power est une filiale (79,5%) de Power Corporation du Canada. Par l'intermédiaire de ses filiales. Le groupe Investors. La Great-West, compagnie d'assurance-vie et Montréal Trustco Inc., ainsi que leurs filiales respectives, Corporation Financière Power offre un éventail complet de produits et services financiers aux particuliers et aux sociétés au Canada et aux États-Unis. Elle est aussi présente en Europe par l'intermédiaire de son investissement dans Pargesa Holding S.A.

ACTIF TOTAL SOUS GESTION
34 milliards de dollars

ADMINISTRATEURS DE LA SOCIÉTÉ

Paul Desmarais, O.C.	<i>Président du conseil</i>
James W. Burns	<i>Président et chef de la direction</i>
A. Frank Knowles, c.a.	<i>Vice-président exécutif</i>
Paul Desmarais, jr	<i>Vice-président</i>
Douglas A. Berlis, c.r.	Robert H. Jones
André Bisson	Kevin P. Kavanagh
Peter D. Curry	Yves Pratte, c.r.
Gérard Eskenazi	Raymond Royer
Robert Gratton	A. M. Runciman

AGENTS DES TRANSFERTS

Compagnie Montréal Trust à Montréal et Compagnie Montréal Trust du Canada à Halifax, Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver.

VÉRIFICATEURS

Touche Ross & Cie
Montréal

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

			Variation en % par rapport au mois précédent	par rapport à l'année précédente
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (1971=100)	juil.	151,2	1,41	5,07
Production industrielle (1971=100)	juil.	145,3	4,01	11,77
Exportations (\$millions)	juil.	9 795,5	2,94	35,30
Importations (\$millions)	juil.	7 735,9	3,90	31,72
Expéditions des fabricants (\$millions)	juil.	18 976,6	0,95	12,53
Stocks des fabricants (\$millions)	juil.	32 704,7	1,36	9,96
Commandes des fabricants (\$millions)	juil.	18 688,7	-3,43	10,83
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	août.	156,0	21,54	14,49
Permis de const. (\$millions)	juil.	1 461,7	6,59	25,30
Ventes au détail (\$millions)	juil.	9 678	1,47	7,53
Ventes d'automobiles (unités)	août.	78 966	-8,25	13,15
REVENUS ET SALAIRES				
Gains hebdo. moyens (\$)*	juil.	405,12	-0,42	4,07
Revenu du travail (\$millions)	juin	19 349,8	0,89	5,00
EMPLOI				
Emplois (milliers)	sept.	11 045	0,04	1,79
Chômeurs (milliers)	sept.	1 472	5,82	6,44
Taux de chômage au Canada (%)	sept.	11,8	11,2	11,3
Taux de chômage au Québec (%)	sept.	12,9	12,5	13,4
PRIX				
IPC* (1981=100)	août.	122,9	,00	3,71
Prix de vente dans l'industrie* (1971=100)	août.	312,2	-0,10	3,62
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	sept.	28 744	2,44	-0,79
Prêts généraux (\$millions)	sept.	115,568	2,01	4,18
Taux d'escompte*	août.	12,4	13,2	9,6

Données trimestrielles

			Variation en % par rapport au trimestre précédent	par rapport à l'année précédente
Comptes nationaux (en milliards de dollars)				
Consommation (dollars 1971)	2	86,5	1,02	3,87
Immobilisations résidentielles	2	27,9	0,06	-0,50
non-résidentielles	2	5,5	2,25	-11,36
Gouvernement	2	11,8	2,12	0,96
Exportations	2	24,1	-0,20	2,14
Importations	2	41,1	-0,91	19,25
PNB	2	-41,1	-0,47	19,33
Revenus personnels (dollars nominaux)	2	139,5	0,74	4,64
Bénéfices avant impôts (dollars nominaux)	2	357,0	2,57	6,77
	2	39,4	-0,71	24,71
Balance des paiements (en millions de dollars)				
Balance commerciale	2	5 407	20,50	2,42
Balance des services	2	-4 776	-4 448	-3 970
Balance courante	2	631	39	1 309
Capitaux à court terme*	2	-2 225	-15	878
Capitaux à long terme*	2	2 134	219	1 021

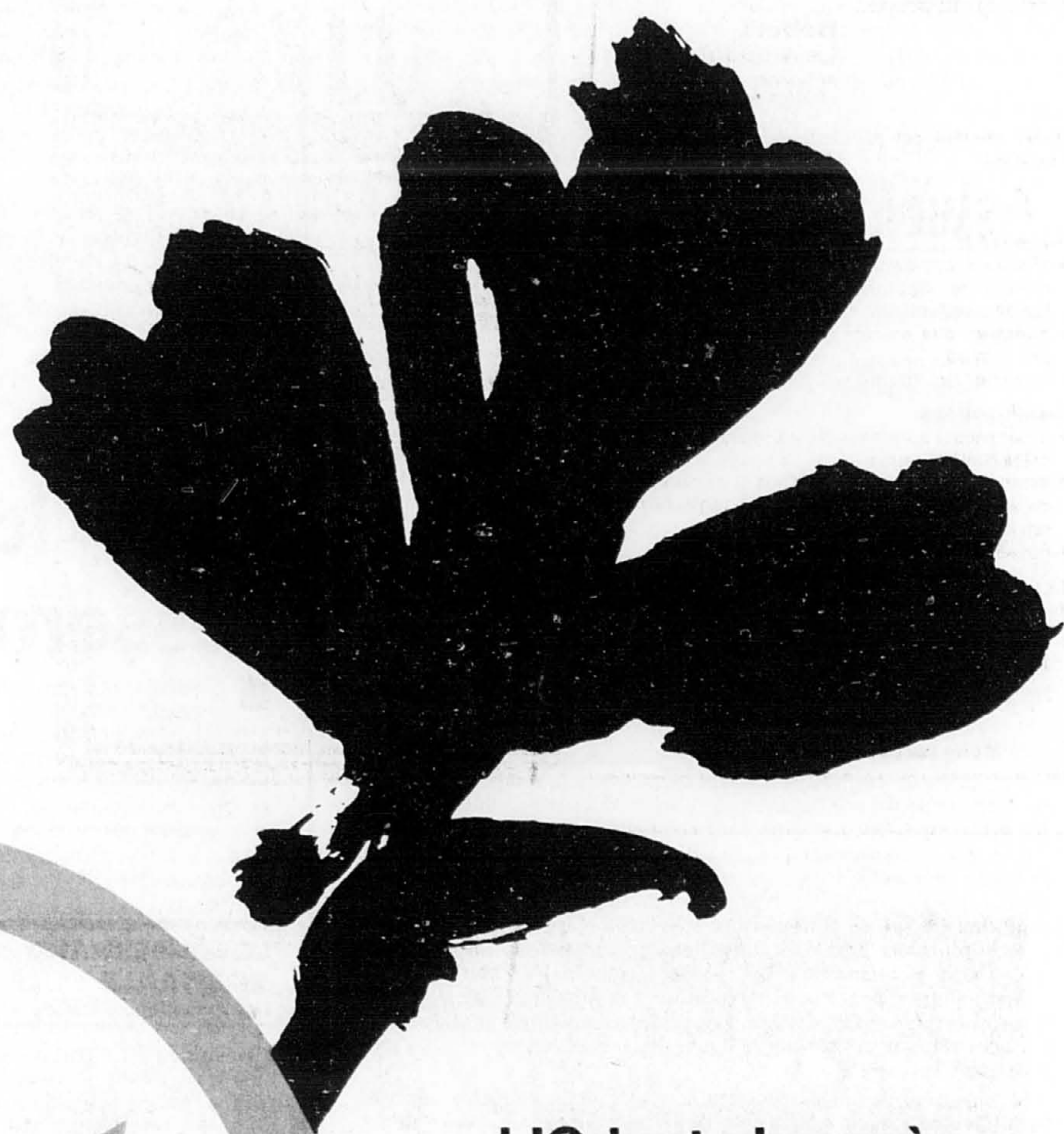
* données non-saisonnières
Source: Statistique Canada CANSIM
(Information: 514-283-5725)

ET MAINTENANT SINGAPOUR!

**Singapour, nouvelle fleur d'Orient,
carrefour économique à l'autre
bout du monde. Air Canada
touche un nouveau continent!
Air Canada vous transporte
maintenant au coeur de
l'action pour traiter avec
les entrepreneurs du
monde entier.**

Un fabuleux salon volant

L'Intercontinental. Le grand confort à bord, un environnement spacieux, un service attentionné: les apéritifs les plus raffinés, un menu de fin gourmet, des crus de renom. Si vous voyagez en Première ou en classe Affaires, vous choisissez votre siège à la réservation. De plus, nous vous accueillons dans l'ambiance feutrée de notre salon Feuille d'Érable. L'Intercontinental. Pour faire un voyage de plaisance à bord d'un fabuleux salon volant.



L'Orient plus près de nous par l'Europe

Singapour, porte d'entrée de l'Orient, est plus près de nous par l'Europe que par le Pacifique.

Trois fois par semaine, un gros porteur d'Air Canada décolle de Londres à destination de Singapour via Bombay. Notre prochain vol pour Londres vous assurera une correspondance rapide et vous poursuivrez dans le plus grand confort votre voyage vers Singapour.

Pour plus de renseignements sur notre nouveau service vers Singapour, communiquez dès aujourd'hui avec votre agent de voyages ou Air Canada.

Singapour '85



Le prêt-à-partir pour la grande vie

MARCHÉS BOURSILIERS

Marché calme à Wall Street

La tendance est demeurée faible hier à Wall Street dans un marché très calme, les banques étant fermées et de nombreux investisseurs ayant prolongé le weekend à l'occasion du Columbus Day. L'indice des industrielles s'est établi à 1177.89, en baisse de 4,61 points. Quelque 46 millions d'actions ont changé de mains. Le nombre des baisses a dépassé celui des hausses: 841 contre 512; et 529 titres ont été inchangés. Les analystes ont relevé plusieurs indices permettant de supposer que la Réserve fédérale serait disposée à adopter une politique monétaire un peu

moins restrictive. Les taux d'intérêt ne devaient toutefois pas diminuer de façon substantielle, ont-ils ajouté, en raison des forts emprunts prévus par le Trésor américain dans les prochaines semaines. Storage Technology a chuté de 3 1/2 % à \$6 3/4. Merck a cédé 1 1/2 % à \$80 3/4. Boeing a perdu 1 1/2 % à \$51 1/4. Digital Equipment a gagné 1 1/4 % à \$90 3/4. Walt Disney a monté de 1 1/2 % à \$55 1/2. Eastman Kodak a progressé de 3/4 % à \$71 1/2. Parmi les valeurs canadiennes, Entreprises Canadiennes pacifique a fléchi de 1/4 % à \$17 3/4; Inco, de 1/4 % à \$10 3/4; Northern Telecom, de 1/4 % à \$35 3/4; et Seagram Co., de 1/4 % à \$37 1/4. Mais Genstar a gagné 1/4 % à \$18 1/4.

Créneau commercial pour la Terre

PARIS (AFP) — La France et les États-Unis vont s'affronter commercialement dans les prochains mois sur un marché prometteur: la vente d'images de la Terre obtenue à partir de satellites de télédétection.

pourraient, selon les spécialistes, créer un marché de plus de \$300 millions par an.

Les techniques en la matière ont fait l'objet d'un symposium international réunissant à Paris plus de 700 spécialistes.

Surtout, d'ici à quelques mois, l'Américain «Eosat» et son concurrent le Français «Spot Image» seront en mesure de vendre à n'importe qui, à la commande, des images de la Terre. Elles montreront,

avec une résolution de quelque dizaines de mètres recoltées, structures géologiques et hydrographiques, etc...

L'administration américaine, qui exploitait jusqu'à présent les satellites de télédétection spatiale «Landsat», dont cinq exemplaires ont été lancés depuis 1972, passe, en effet, le relais à un groupe d'entreprises privées américaines regroupées au sein de la société «Eosat».

CGA COMMUNIQUÉ



M. Wilfred (Wilf) Caplan, F.C.G.A.



William N. Perrault, F.C.G.A.



Paul-André Malo, F.C.G.A.



Ernest J. Boudreau, F.C.G.A.

M. Wilfred (Wilf) Caplan, F.C.G.A., de Toronto a récemment été élu président de l'Association des comptables généraux agréés du Canada, l'organisme responsable de l'établissement et du maintien des normes professionnelles respectées par les C.G.A. de toutes les régions du Canada. M. William N. Perrault, F.C.G.A., de North Vancouver (C.B.) a été élu au poste de premier vice-président et M. Paul-André Malo, F.C.G.A., de Boucherville (Québec) au poste de second vice-président. M. Ernest J. Boudreau, F.C.G.A., de Moncton (N.-B.) a été élu trésorier.

Le Conseil d'administration de CGA-Canada se compose des membres suivants:

COLOMBIE-BRITANNIQUE: Roman Evancie, F.C.G.A.; M. Helen Knowles, C.G.A.; Ross V. Mark, C.G.A.; William N. Perrault, F.C.G.A. ALBERTA: Darrel W. Cook, F.C.G.A. SASKATCHEWAN: L. Peter Morin, C.G.A. MANITOBA: Gilbert L. Forrest, C.G.A. ONTARIO: Lorne H. Findlay, F.C.G.A.; William L. Gilbert, F.C.G.A.; Keith B. Scott, F.C.G.A. QUÉBEC: Marcel Chausse, F.C.G.A.; German Grégoire, F.C.G.A.; Paul-André Malo, F.C.G.A.; Gilbert Vervaeke, F.C.G.A. NOUVEAU-BRUNSWICK: Ernest J. Boudreau, F.C.G.A. NOUVELLE-ÉCOSSE: David Etter, C.G.A. ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD: Murray A. Myles, C.G.A. TERRE-NEUVE: David C. Butt, F.C.G.A.

CGA-Canada a été fondée en 1913 et représente, en compagnie des associations de C.G.A. provinciales et territoriales, les plus de 12 000 comptables généraux agréés exerçant au Canada. Les C.G.A. occupent des postes de comptables, de vérificateurs et de directeurs financiers dans les secteurs industriels, commerciaux et gouvernementaux, ainsi qu'en cabinet privé.

CGA
CANADA

CPG

Certificat de placement garanti

Les CPG des FIDUCIAIRES^o c'est pour les gens comme vous...

Intérêts payés annuellement. Sans frais minimum 500 \$.

1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS
11 7/8 %	12 1/4 %	12 3/8 %	12 1/2 %	12 5/8 %

Taux sujet à changement

Appelez-nous. Les transactions peuvent se faire par téléphone.

1253
ave McGill College
Metro McGill
(514) 878-3351Centre commercial
Place Rosemere
(514) 437-0710
6633 est.
rue Sherbrooke
Metro Langelier
(514) 253-1720Autres taux et
termes disponibles
De 30 jours à 5 ans

Fiduciaires
LE TRUST DE LA BANQUE D'ÉPARGNE

Les FIDUCIAIRES^o
sont inscrits à la Régie
de l'Assurance-dépôts
du Québec.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



**Hébert,
LeHouillier inc.**
actuaire et conseiller
en avantages sociaux

Notre société est présentement à la recherche d'un

Actuaire adjoint

Fonctions:

- effectuer des évaluations actuarielles
- rédiger les rapports d'évaluation et les textes des règlements
- effectuer des calculs pour la détermination des primes
- travailler sur informatique

Qualifications:

- avoir réussi au moins six examens de la Société des actuaires
- avoir au moins quatre années d'expérience en assurance collective et/ou en régimes de retraite
- posséder de l'expérience en informatique

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:

Marie Nardo
Service des ressources humaines
Hébert, LeHouillier inc.
1080, côte du Beaver Hall
Suite 1910
Montréal (Québec) H2Z 1S8

11% DÉPÔTS À TERME
30 à 55 jours

11 1/4% DÉPÔTS À TERME
60 à 180 jours

TAUX D'INTÉRÊT
DISPONIBLES
SUR COURTE & LONGUE
ÉCHÉANCE

Appelez:
Service aux investisseurs
(514) 866-1071
Ou votre courtier en placement

Compagnie de
Placements Hypothécaires
Morguard
du Canada
5, Place Ville Marie, Suite 1234
Montréal, Québec H3B 2G2

Membre de la Société d'Assurance Dépôts du Canada & inscrite à la Régie d'Assurance Dépôts du Québec
Taux sujets à changements

Le Collège de Bois-de-Boulogne vous offre des ateliers en informatique

Initiation à la micro-informatique	10 et 11 novembre
Utilisation du IBM-PC	1 ^{er} et 2 décembre
Utilisation du Lotus 1-2-3	13 et 14 octobre
Les bases de données (dBase II et III)	20 et 21 octobre ou 17 et 18 novembre
Le traitement de texte (WORDSTAR)	27 octobre (7 heures)
La programmation en langage BASIC	3 et 4 novembre
Le langage LOGO	8 et 9 décembre

Durée: Une fin de semaine (14 heures)
Coût: 100 \$ (WordStar: 70 \$)
Matériel: Utilisation d'un micro-ordinateur par personne

Pour informations et inscription, composez 332-3000 poste 308 ou 313.

10500, avenue de Bois-de-Boulogne
Montréal (Québec) H4N 1L4
Tél.: (514) 332-3000, postes 308-313

**Collège
de Bois-de-Boulogne**

POUR BLOQUER LES TAUX JUSQU'EN 1989, LE MEILLEUR OUTIL DES PME:

LE PRÊT À TAUX ET À DURÉE FIXES DE LA BANQUE DE COMMERCE.

Les PME ne connaissent que trop les conséquences pouvant découler des fluctuations des taux d'intérêt.

Elles savent qu'il est extrêmement difficile de prévoir les coûts d'emprunt et d'évaluer avec précision l'évolution de la trésorerie, lorsque les taux d'intérêt peuvent varier à tout moment.

C'est pourquoi la Banque de Commerce présente une solution nouvelle: le prêt à taux et à durée fixes.

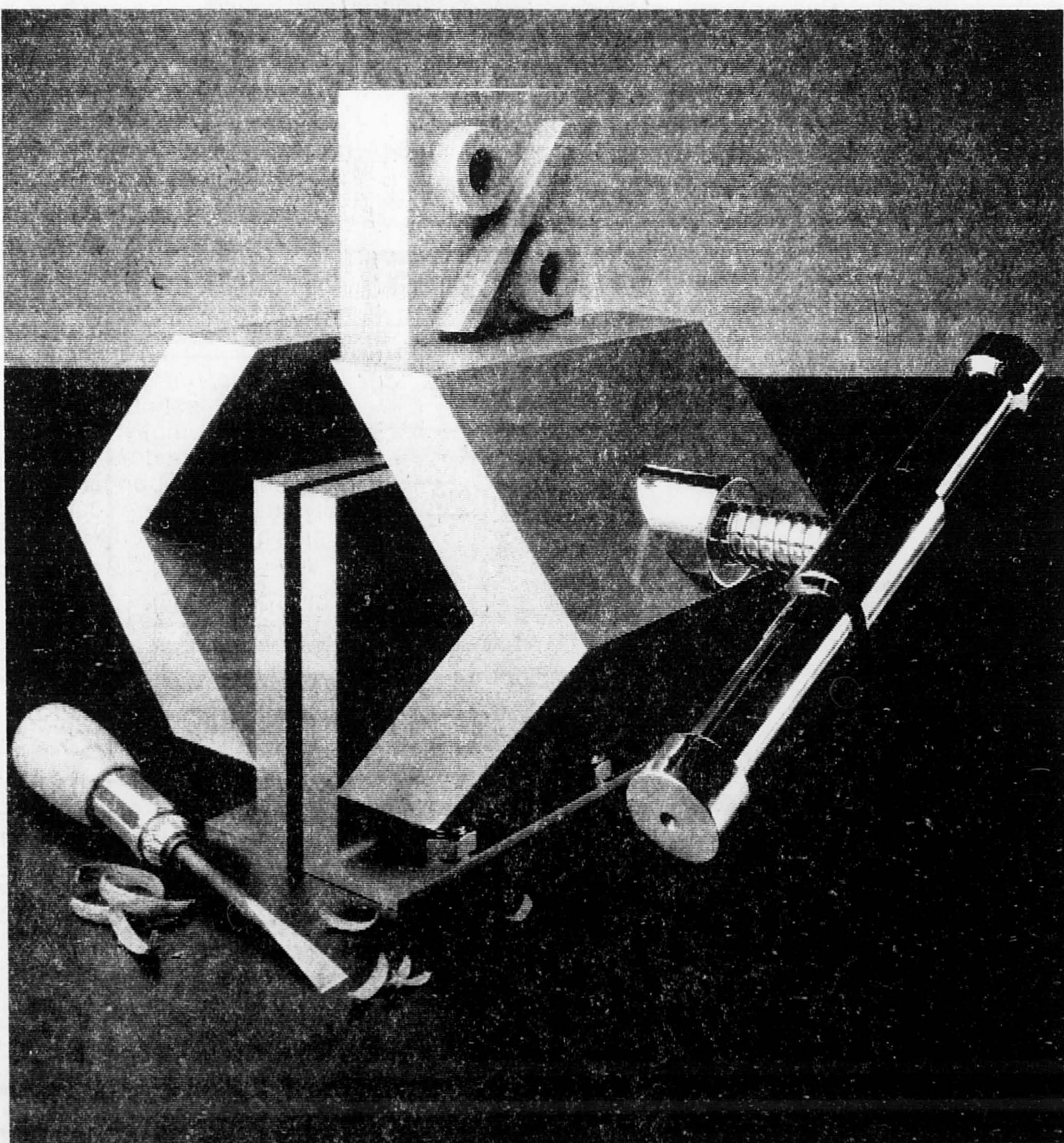
Il s'agit, comme son nom l'indique, d'un prêt dont le taux reste fixe jusqu'à l'échéance. Sa durée varie de un an à cinq ans au maximum et la période d'amortissement peut atteindre dix ans.

Le prêt à taux et à durée fixes dont le montant varie de 50,000 \$ à 5 millions \$ est offert à toutes les entreprises dirigées par leurs propriétaires, que ce soit une société par actions, une société de personnes, une entreprise individuelle ou un cabinet professionnel.

Ce prêt peut servir à l'achat ou à l'amélioration d'immobilisations, notamment de biens immobiliers, ou encore à la conversion d'un prêt obtenu aux mêmes fins... même auprès d'un autre prêteur.

Notre leadership dans le financement des PME, c'est plus qu'un slogan, c'est une réalité de tous les jours. Donc, si votre entreprise a besoin de capitaux, n'hésitez pas à communiquer avec le directeur de la succursale de la Banque de Commerce la plus proche.

**LA POSITION DE LEADER...
ÇA SE MÉRITE CHAQUE JOUR.**



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE

EPSON



QX-10 L'OUTIL

OUTIL: N.M.: (du latin, ustensilia, ustensile). Objet fabriqué dont on se sert pour exécuter un travail manuel ou mécanique*.

DERFIM Division Gestion Informatique

725-7441

DISTRIBUTEUR AUTORISÉ DE EPSON

LANCEZ VOTRE PROPRE AFFAIRE
KIOSQUES ANIMÉS PAR LES REPRÉSENTANTS
D'IMPORTANTES SOCIÉTÉS
CANADIENNES ET AMÉRICAINES

**SALON DE MONTRÉAL
LANCEZ VOTRE
PROPRE AFFAIRE**

HÔTEL SHERATON MONT-ROYAL
1455, rue Peel
13-14 octobre
samedi et dimanche, de midi à 18h

FRANCHISES • CONCESSIONS
SERVICES • INVESTISSEMENTS

Investissements de 1 000\$ — 50 000\$

Ce salon ne s'adresse pas à ceux qui recherchent le spectacle. Par contre, si vous avez sérieusement envisagé de vous lancer, à temps partiel ou à temps plein, dans les affaires et êtes financièrement prêts à commencer maintenant, alors, ne manquez pas ce salon. Il pourrait vous changer la vie!

OUVERT AU PUBLIC — ADULTES 35

ECONOMISEZ 1\$ AVEC CETTE ANNONCE

National Business Opportunity Association
(416) 528-8978

De nouvelles règles du jeu pour le monde de la finance

■ QUÉBEC (PC) — Le mot dérèglementation est tout à fait inapproprié pour désigner l'élargissement des opérations des institutions financières, a noté le ministre des Finances Jacques Parizeau, lors du débat sur l'adoption du projet de loi 75.

« La dérèglementation, ça ne veut pas dire que les pouvoirs publics cessent de surveiller les entreprises financières en question, ça veut simplement dire qu'on fait tomber les barrières entre les quatre piliers », avait alors souligné M. Parizeau.

Ces quatre piliers auxquels il faisait allusion sont les quatre types d'institutions financières canadiennes: banques, compagnies d'assurances, compagnies de fiducie et maisons de courtage immobilier. Au Québec, on reconnaît généralement le Mouvement Desjardins comme un cinquième pilier du monde financier.

Le projet de loi 75, adopté le 20 juin dernier, accorde aux compagnies d'assurance de personnes et d'assurance générale le pouvoir d'exercer certaines activités non reliées à l'assurance.

À l'origine, les lois séparaient très clairement les quatre secteurs financiers du pays. Sauf dans le cas de la loi des banques, ces lois n'ont pas été changées depuis fort longtemps. Lors de l'adoption de la loi 75, la loi sur les compagnies d'assurance n'avait pas été modifiée depuis 50 ans.

La loi des banques est maintenant modifiée à tous les 10 ans et les banques ont profité de chacune de ces révisions, surtout de celle de 1954, pour faire élargir leurs pouvoirs. De sorte qu'elles ont pu ajouter à leurs activités des opérations telles que les prêts hypothécaires et les prêts personnels.

Il en est résulté un déplacement de poids d'une grande ampleur dans le système financier. En 1967, par exemple, le total des actifs des banques et le total des actifs des

compagnies d'assurance avaient une importance égale et représentaient chacun 37 p.c. de l'ensemble des actifs des sociétés financières. Aujourd'hui, l'ensemble des actifs des compagnies d'assurance ne représente plus que la moitié des actifs de la seule Banque Royale.

Depuis quelques années, les autres institutions financières réclamaient un élargissement de leurs opérations. Aux États-Unis, la dérèglementation est chose faite et a donné naissance à des supermarchés financiers. Au Canada, c'est Québec qui enclenche le mouvement car ni le fédéral ni aucune des autres provinces n'ont encore commencé à « dérèglementer ».

Le printemps dernier, M. Parizeau a annoncé qu'un deuxième volet de la loi des assurances serait amendé cet automne, de même que la loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

Comme il fallait s'y attendre, les compagnies d'assurance sont en faveur de la dérèglementation tandis que les banques, les compagnies de fiducie et les courtiers en valeurs mobilières ne voient pas du même oeil le risque de voir leurs opérations passer à d'autres mains.

« Après 50 ans, il est plus que temps d'amender la loi canadienne des assurances pour permettre à ces sociétés une plus grande liberté de manœuvre et la possibilité d'ajouter des activités supplémentaires au commerce même de l'assurance », dit M. Pierre Shooner, vice-président de la société d'assurance Les Coopérants.

M. Pierre Brunet, président de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières admet ce point avec des nuances.

Le décloisonnement devrait se faire à l'échelle canadienne et non pas à l'échelle d'une province, soutient de son côté M. Pierre MacDonald, vice-président de la Banque de Montréal, qui doute que le consommateur canadien soit mieux servi avec le nouveau système.

MISE AU POINT VOLVO: C'EST EN PLEIN LE TEMPS

Passer dès maintenant chez votre concessionnaire Volvo pour une mise au point de qualité à prix modique. Nos techniciens diplômés V.I.S.T.A.

verront à ce que votre Volvo roule en douceur. S'il y a longtemps qu'elle n'a pas été inspectée, ne tardez pas à la faire vérifier chez nous.

up-town
automobiles ltée
400, boul. Décarie, St-Laurent
748-8807



Volvo — Des voitures qui promettent et des concessionnaires qui tiennent leurs promesses.

VOLVO

CERTIFICATS DE

PLACEMENT GARANTI

10 1/2 % 30-59 JOURS

Intérêt versé 1 fois l'an
Dépôt minimal \$500

Montréal Trust 1, place Ville Marie 397-7111
Centre commercial Fairview 695-5230

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts. Les taux et durées peuvent changer sans préavis.

Comment faire partie de la famille avec votre message publicitaire?

En le glissant dans son courrier! Avec MEDIAPOSTE, chacun en prendra personnellement connaissance.

Dans les maisons de rapport, il ne sera plus jeté en vrac dans le vestibule.

Avec MEDIAPOSTE, vous rejoignez tous les gens que vous voulez.

Les lieux éloignés, que ne peuvent pas atteindre les distributeurs indépendants, sont couverts à longueur d'année par le service MEDIAPOSTE.

MEDIAPOSTE, de la Société canadienne des Postes, c'est l'assurance de rejoindre chacune des adresses au Canada et de couvrir 100% du marché que vous voulez, que ce soit tout votre voisinage ou un simple itinéraire de facteur. Quel système de livraison directe peut en dire autant?

MEDIAPOSTE, c'est un réseau complet à votre service à plein temps. Ce sont aussi des professionnels qui vous font profiter d'une banque incomparable d'adresses.

La publicité, ça coûte cher. Avec MEDIAPOSTE, elle sera vue et lue de façon beaucoup plus efficace et profitable. Appelez-nous, nous sommes dans les Pages Jaunes, sous la rubrique «Publicité - publicité directe.»

MEDIAPOSTE

LA CLÉ DE TOUTES LES PORTES. À COUP SÛR.

MEDIAPOSTE — UN SERVICE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES.

NOTRE BUT: DIMINUER VOS IMPÔTS

ABRI FISCAL CATEGORIE 31 CONDOMINIUMS FLORIDE

La compagnie GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC. se spécialise depuis plusieurs années dans la formation de clubs de placement en copropriété divisée et indivise dans des immeubles de Catégorie 31, immeubles conventionnels et condominiums.

Nous avons réalisé un volume de transactions qui dépasse les 150,000,000 de dollars (cent cinquante millions) et nous sommes maintenant les plus grands dans ce domaine au Québec.

Si vous désirez faire de votre investissement «UN EXCELLENT PLACEMENT», faites-le avec des gens qui ont fait leurs preuves, une équipe responsable qui possède une réputation à la mesure de son potentiel.

Nous avons maintenant des bureaux à Montréal, en Floride et notre siège social de Québec est situé à Place Iberville III, 2960, boul. Laurier, Suite 200, Ste-Foy G1V 4S1.

Demandez notre documentation gratuite et venez rencontrer nos conseillers en placement.

GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC.

Fiscalité et courtage immobilier

Tél.: (418) 659-6900 • Mtl (514) 288-8500

Je désire recevoir des renseignements complémentaires d'un de vos conseillers:

NOM: _____

ADRESSE: _____

Code postal: _____

TELEPHONE: Rés.: _____ Bur.: _____

RETOURNEZ A: GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC.

2960, boulevard Laurier Suite 200, Sainte-Foy G1V 4S1

L.P. 09-10-84

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA



Danèle Dumont

Monsieur J. Maurice Arbour, directeur de l'Organisation de l'épargne sur le salaire des Obligations d'épargne du Canada pour la Province de Québec, annonce la venue de Mlle Danèle Dumont en tant que nouvelle organisatrice pour le Mode d'épargne sur le salaire auprès de plusieurs compagnies du Québec. Mlle Dumont est associée à la maison Tassé et Ass., Ltée., courtiers en valeurs mobilières.

DÉJEUNER D'AFFAIRES

Maurys

LA MAISON DES GRILLADES

FOIE DE VEAU FRAIS GRILLÉ
SPÉCIAL LUNCH D'AFFAIRES \$7.95

Comprenant: pain à l'ail, soupe du jour, foie de veau grillé, oignon lyonnaise, tomate grillée, riz pilaf, salade Maurys et café.

SERVI CETTE SEMAINE DU MARDI AU VENDREDI DE MIDI À 14h30

Réservations au **285-1265**

1454A, rue Peel (en face de l'hôtel Mont-Royal)

Stationnement gratuit pour le dîner après 19 h au garage Safeway (1475, rue Stanley, derrière chez Maurys)

LES OFFRES D'AFFAIRES

705 HYPOTHEQUES

\$40,000 À PRÊTER: 1ère hypothèque à 10%, 367-4292

ACCEPTATION en 7 jours, titre et 2e hypothèque, Coûts: Pro. St-Rene Goupil, 321-2610

APPROBATION INSTANTANÉE

Première, deuxième et troisième hypothèque. Revenus ou problèmes acceptés.

Investissement STANCO 482-7763

ARGENT demandé sur hypothèque, notaire, 849-4848

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A BUREAUX (24) SERVICE TELEX

TELÉCOM 286-2246 (7 lignes)

ATTENTION! Un soir par semaine peut vous rapporter la moitié de votre salaire. Message enregistré, 327-1147

DEMANDES: agents vendeurs et distributeurs pour ligne de chaussures d'été. P-15 à prix exceptionnels, pour environ de Montréal, Québec, Beauce, Lac St-Jean et Cantons de l'Est. 352-4435

DISTRIBUTEURS demandés pour nouveau produit, investissement minimum \$10,000. Territoires protégés. (514) 1-347-1899

GERANT ou partenaire pour un bistrot français, de la Montagne pres Ste-Catherine. 843-5990

INVESTISSEZ \$50,000 pour faire \$1 million en un an. 235-2388

MAIGRISSEZ MAINTENANT! 25 personnes obèses demandées, \$5000 à \$20,000 par mois, demandez-moi comment. 451-6980

MANUFACTURIER et distributeur d'équipement de restaurant cherche vendeur agressif. 332-6772

LANCEZ VOTRE PROPRE AFFAIRE

SALON DE MONTRÉAL

LANCEZ VOTRE PROPRE AFFAIRE

Hôtel Sheraton Mont-Royal

1455, rue Peel

samedi et dimanche

13 et 14 octobre

de midi à 18h

Kiosques animés par les représentants d'importantes sociétés américaines et canadiennes

Investissements de 1 000\$ - 50 000\$

Ouvert au public

Entrée 35

Economisez 1\$ avec cette annonce

National Business Opportunity Association

(416) 528-8978

417261 0718

712 ASSOCIÉS DEMANDES

ASSOCIÉ(E) demandé(e) domaine édition et publicité, expérience nécessaire, petit capital requis. Mme Martin, 523-1838

MACHINISTE d'expérience demandé avec bon potentiel et capital, cause retraite. 1300, Volz, Boucherville, Parc Industriel

714 FRANCHISES

VOUS SONGEZ À AVOIR VOTRE PROPRE AFFAIRE?

Nous représentons de nombreuses franchises de tout genre:

VAN HOUTTE - VOGEL - ATHE-NA - JARDIMAGE - JUNE WILKINSON - SURVISAGE - CUISINE NATURE

M-FOUR CANAM INC. (514) 282-9273

714 FRANCHISES

TREATS

MUFFINS ET BISCUITS

Concessions exclusives disponibles en franchise.

— 41 magasins en exploitation

— Excellent potentiel de profit

— Investissement initial \$30,000

— Aucune expérience nécessaire

— Formation complète donnée

— Soutien technique continu

— Disponible dans toute la province de Québec

Pour plus de renseignements, veuillez contacter M. R. Kargman, 340-1022 ou écrire à: TREATS, 4950 Chemin Queen Mary, bureau 412, Montréal, Que. H3W 1X3.

714 FRANCHISES

L'ACHAT D'UNE FRANCHISE

Séminaire professionnel de 2 jours, avec ateliers, conçu pour ceux qui désirent examiner la viabilité d'investir dans une franchise et connaître les occasions offertes par une variété de franchiseurs.

HÔTEL REINE ELIZABETH, MONTRÉAL

VENDREDI 19 ET SAMEDI 20 OCTOBRE

8:30 à 17:00

ORATEURS: Comptables agréés et consultants de la firme PANNELL KERR FORSTER, ainsi que des franchiseurs, avocats et banquiers.

SUJETS: Le pour et le contre du franchisage; choix d'une franchise; étapes à suivre; aspects financiers et légaux; procédés d'investigation; mesures de protection de l'investissement. Aussi présentations et ateliers animés par une variété de franchiseurs offrant une vaste gamme d'occasions.

Les franchiseurs participants incluent: BO JEANS, COMPU-SOFTWARE, CROISSANT PLUS, GO VACATIONS, KIS PHOTO...

INSCRIPTION: 755 (ajouter 255 pour conjoint ou associé) comprend repas du midi le vendredi et documentation complète. Envoyer nom, adresse et chèque fait à l'ordre de FRANCHISE SEMINARS, INC. à 500 Place d'Armes, Bureau 1700, Montréal, Québec H2Y 2J1. Avis de réception et programme par retour du courrier.

Nombre de places limité. Sessions bilingues ou en anglais avec interprétation française.

Renseignements: Téléphonez au (514) 845-1494

COMMANDITÉ PAR FRANCHISE SEMINARS, INC.

26429-2714

714 FRANCHISES

OCCASION d'affaires, franchise disponible pour route d'outils et/ou de transportable, inventaire et camion, 691-7371

Audiotel

La chaîne réputée de magasins franchises spécialisés dans la vente et la location d'appareils VIDEO-TV-AUDIO et des VIDEO-FILMS ouvre de nouveaux territoires

• Programme unique de promotion et de publicité

• Concept unique et prouvé

• Entraînement complet

• Sélection des sites

• Territoires exclusifs protégés

• Opération clé en main

• Stock complet de produits

• Croissance et rentabilité

• Assistance financière

• Mise de Fonds minimum \$35,000

Joignez-vous aux gagnants, l'équipe dynamique de 22 magasins

Appeler Michel Rousseau

28794-2714

Franchise & Finance

514/879-1179

715 SERVICES FINANCIERS

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Demandez: 342-1326

REPRÉSENTATIONS. Financement pour achats de commerces, fonds de roulement et tous genres de financement, etc. Informations: C.S.P. Gestion 482-1355

Les gens d'affaires avertis font confiance à la rubrique des OFFRES D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RESULTATS

285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS

1-800-361-5013

ANNONCES ENCADRÉES

285-7000

Menace de grève chez GM Canada

DETROIT (AFP et AP) — Chez General Motors Canada, les Travailliers unis de l'automobile (au nombre de 36 000) menacent de se mettre en grève à partir du 17 octobre, si la direction ne modifie pas sensiblement ses offres initiales.

M. Bob White, directeur canadien des TUA, estime inévitable la grève dans les usines General Motors du Canada, à moins d'un changement radical de la part de la direction, dont les offres initia-

les, dit-il, sont une copie conforme de l'entente de principe intervenue aux États-Unis.

Par ailleurs, les ouvriers américains de General Motors appaisaient toujours divisés, hier, sur le projet de convention collective négocié entre la direction de la firme et le syndicat des ouvriers de l'automobile, malgré le risque de grève qu'entraînerait un éventuel rejet.

Le plus grand nombre des 350 000 employés syndiqués

de l'entreprise ne s'est cependant pas encore prononcé sur le projet de convention collective, dont le sort ne sera définitivement connu que dimanche prochain (14 octobre), lors de la publication des résultats du vote en cours dans les 149 centres de production de General Motors aux États-Unis.

Les résultats connus hier indiquaient une faible majorité pour l'approbation du projet, par 21 033 voix, contre 20 657 voix pour le rejet.

M. Owen Bieber, président du syndicat des ouvriers de l'automobile, a demandé vendredi dernier aux ouvriers d'approuver ce projet, le meilleur que nous puissions obtenir, et a averti qu'un rejet entraînerait une grève nationale chez General Motors. L'approbation du projet de convention nécessite la majorité simple des votants.

M. Bieber a déclaré que si la nouvelle convention n'était pas approuvée il ne reviendrait pas à la table

des négociations, car l'entente de principe soumise au vote des travailleurs syndiqués représente le maximum que les négociateurs syndicaux pouvaient obtenir.

Les opposants au projet, mis au point le 21 septembre dernier par les négociateurs syndicaux avec la direction de la firme,

estiment trop faible l'augmentation salariale accordée par l'entreprise. Ils critiquent, d'autre part, l'absence d'engagement de la direction de GM en ce qui concerne l'importation de pièces fabriquées à l'étranger.

Ford

Chez Ford, les négociations se sont pour-

suivies hier entre le syndicat (qui représente 115 000 travailleurs) et la direction pour le renouvellement de la convention collective. Les négociateurs syndicaux ont fixé la date de vendredi prochain pour arriver à un accord, mais n'ont pas déposé d'avis de grève officiel.

up-town
automobiles ltée

LE SEUL CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF VOLVO À MONTRÉAL

Augustine Pellerin
Meilleur vendeur VOLVO en 1982 à remporter le trophée Diamant Volvo

Alex Zucker
Directeur des ventes Volvo de l'année 1983

TROPHÉE DU CONCESSIONNAIRE VOLVO «PAR EXCELLENCE» POUR 1983

400, boul. Décarie, St-Laurent
748-8807

du Collège

L'espace qu'il vous faut pour votre ordinateur se trouve dans une boîte de carton!

Archivex peut vous faire gagner de l'espace en classant et en entreposant vos dossiers peu utilisés, pour une fraction de votre prix de location au pied carré. Il vous suffira ensuite de téléphoner à Archivex pour que les dossiers dont vous aurez besoin vous soient livrés sur-le-champ. Archivex "rentabilise" l'espace commercial.

Tél.: 935-2493 • 4005, rue de Richelieu • Montréal, Québec.



ARCHIVEX

ABRI FISCAL POUR 1984

«CRÉEZ VOTRE FONDS DE PENSION AUX FRAIS DE L'IMPÔT»

DÉDUCTION FISCALE PRÉVISIBLE 1984 18 536\$*

RÉCUPÉRATION FISCALE PRÉVISIBLE 9 268\$ à 11 122\$*

Aristocrate (WEST ISLAND)

70 condominiums en béton situés en bordure du lac St-Louis comprenant piscine, bain tourbillon, sauna, tennis, salle d'exercice et salle de réception.

Un investissement judicieux et un abri fiscal incroyable.

Les revenus sont garantis pour les 2 prochaines années.

- AUCUNE MISE DE FONDS
 - RÉDUCTION IMMÉDIATE D'IMPÔT SUR VOTRE REVENU
 - POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT À 100% PAR LA BANQUE
- Venez rencontrer un conseiller... le 31 décembre... il sera trop tard.

* CES MONTANTS PEUVENT VARIER SELON VOTRE INVESTISSEMENT

GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC.

2960, boul. Laurier # 200
Ste-Foy, Québec G1V 4S1

(418) 659-6900

425, boul. de Maisonneuve # 1102
Montréal, Québec H3A 3G5

(514) 288-8500



NOUVELLE ÉMISSION



250 000 000 \$ É.-U.

PROVINCE DE QUÉBEC

(Canada)

Le capital, la prime, s'il en est, et l'intérêt sont payables en monnaie légale des États-Unis d'Amérique dans la ville de New York.

100 000 000 \$ É.-U. d'obligations 12,75% échéant le 15 septembre 1994

150 000 000 \$ É.-U. d'obligations 13,25% échéant le 15 septembre 2014

Merrill Lynch Capital Markets

Kidder, Peabody & Co.

Incorporated

The First Boston Corporation

Dominion Securities Pitfield Inc.

Morgan Stanley & Co.

Incorporated

Goldman, Sachs & Co.

Atlantic Capital Corporation

Lehman Brothers

Shearson Lehman/American Express Inc.

PaineWebber

Incorporated

Prudential-Bache Securities

Bear, Stearns & Co.

Alex. Brown & Sons

Incorporated

Burns Fry and Timmins Inc.

Dillon, Read & Co. Inc.

Donaldson, Lufkin & Jenrette

Drexel Burnham Lambert

Incorporated

E. F. Hutton & Company Inc.

Lazard Frères & Co.

Lévesque, Beaubien Inc.

McLeod Young Weir Incorporated

Nesbitt Thomson Securities, Inc.

Richardson Greenshields Securities Inc.

L. F. Rothschild, Unterberg, Towbin

Smith Barney, Harris Upham & Co.

Incorporated

Swiss Bank Corporation International

Securities Inc.

UBS Securities, Inc.

Wertheim & Co., Inc.

Dean Witter Reynolds Inc.

Wood Gundy Corp.

Daiwa Securities America Inc.

A. G. Edwards & Sons, Inc.

The Nikko Securities Co.

Incorporated

Nomura Securities International, Inc.

Oppenheimer & Co., Inc.

Thomson McKinnon Securities Inc.

Yamaichi International (America), Inc.

Bell Gouinlock

William Blair & Company

J. C. Bradford & Co.

Dain Bosworth

EuroPartners Securities Corporation

First of Michigan Corporation

Freeman Securities Company, Inc.

Kleinwort, Benson

Ladenburg, Thalmann & Co. Inc.

Cyrus J. Lawrence

Incorporated

McDonald & Company

Midland Doherty Inc.

Molson Rousseau Inc.

Moseley, Hallgarten, Estabrook & Weeden Inc.

New Japan Securities International Inc.

Nippon Kangyo Kakumaru International, Inc.

Orion Bank Limited

Prescott, Ball & Turben, Inc.

Sanyo Securities America Inc.

Sogen Securities Corporation

Tucker, Anthony & R. L. Day, Inc.

Wheat, First Securities, Inc.

Zeller, Torkian & Co. Inc.



CHERCHER LA DIFFÉRENCE

la presse

100 ans



et courez la chance de gagner un voyage d'une semaine pour 2 personnes à Paris. Vous vous envolerez sur les ailes d'Air France en classe Le Club et séjournerez à l'Hôtel Méridien de Paris. Le tout d'une valeur approximative de 4500\$.

Il existe 2 panneaux-réclame situés aux endroits suivants:

- boulevard Montréal-Sainte-Anne et Lowland, route 2-20 (Ville Saint-Pierre), côté nord
- boulevard Décarie et Van Horne, côté est

Le dessin publié ci-dessus semble identique à ces panneaux-réclame. Cependant, il y a une différence. Quelle est cette différence? Encerclez-la!

Règlements:

- Pour participer, vous n'avez qu'à remplir le coupon de participation ci-dessous et envoyer l'annonce complète à l'adresse indiquée sans oublier d'encercler la différence.
- Le coupon de participation sera publié les 15, 18 et 25 septembre de même que les 2 et 9 octobre 1984.
- Le tirage au sort du prix aura lieu à LA PRESSE le mercredi 17 octobre 1984 à 17 h.
- Le texte des règlements relatifs à ce concours est disponible à LA PRESSE.

Concours «Cherchez la différence»

LA PRESSE Ltée
C.P. 5020
Succursale Place d'Armes
Montréal, Québec
H2Y 3M1

NOM.....ÂGE.....

ADRESSE.....

APP.....VILLE.....

CODE POSTAL.....TÉLÉPHONE.....

La Fed opte pour une baisse des taux

WASHINGTON (d'après UPI) — La publication du procès-verbal de la réunion d'août de la « FOMC » a permis de confirmer ce qui se dessinait déjà sur le marché financier, à savoir que la Réserve fédérale a décidé en faveur d'une légère baisse des taux d'intérêt, à la lumière d'un ralentissement économique imminent.

C'est ainsi que la Fed a abaissé à deux reprises le taux d'intérêt des fonds fédéraux, qui est tombé de 11 ½ à 11 p. cent au début de septem-

bre, et de 11 p. cent à 10 ½ la semaine dernière.

De plus, on s'attend que ce taux tombe à 10 p. cent en novembre, et qu'il atteigne même 9 ½ p. cent à la fin de l'année ou au début de l'an prochain. Par ailleurs, une chute du taux d'escompte à 8 ½ p. cent doit se produire durant le présent trimestre, tandis que le taux privilégié tombera à 12 p. cent d'ici à décembre, avant d'atteindre probablement, son plancher à 11 ½ p. cent. Quant aux taux hypothécaires, ils baisseront eux aussi d'un p. cent d'ici à la fin de l'année.



Votre concessionnaire VOLVO

**LES AUTOS PASSENT
VOLVO RESTE... RESTE... RESTE**

Les 85 sont là...

Faites un essai sur route!

3839,
boul.
Taschereau
St-Hubert

678-1220

LEMENN

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA



André Bourret

Monsieur J. Maurice Arbour, directeur de l'Organisation de l'épargne sur le salaire des Obligations d'épargne du Canada pour la Province de Québec, annonce la venue de monsieur André Bourret en tant que nouvel organisateur pour le Mode d'épargne sur le salaire auprès d'un groupe de compagnies de la région de Montréal. Monsieur Bourret est associé à la maison McNeil Mantha inc., courtiers en valeurs mobilières.

COMMENT GÉRER VOS REVENUS

On trouve jusqu'à cinq types de comptes bancaires...sur mesure

Il y a quelques années encore, il était relativement simple de choisir la formule d'un compte bancaire personnel. Les choix étaient si peu nombreux que la décision était vite prise.

Aujourd'hui le consommateur se doit de choisir entre une quantité incroyable de comptes d'épargne, de comptes de chèques et de comptes hybrides. D'un compte à l'autre, les taux d'intérêt varient considérablement, tout comme les frais, par ailleurs, et la flexibilité qu'offrent ces formules varie considérablement de l'une à l'autre.

Un porte-parole de la Banque Royale du Canada, Jane Lesslie, explique que les consommateurs, « au moment où l'inflation grimpe rapidement et que les taux d'intérêt étaient très élevés, ont voulu s'assurer un meilleur rendement sur leurs épargnes. »

« En raison de la concurrence croissante entre les institutions financières, nous avons dû offrir un choix plus vaste de services. »

Pour expliquer la férocité de cette concurrence, elle cite notamment le cas du gouvernement fédéral qui vend maintenant des Bons du Trésor sur le marché libre.

Les tenants de la tradition seront par ailleurs heureux d'apprendre qu'il existe toujours des comptes d'épargne conservateurs ne permettant aucun retrait par chèque.

L'intérêt

Ainsi, à la Banque de Montréal, le véritable compte d'épargne est assorti d'un taux d'intérêt annuel de 8,5 p. cent calculé mensuellement sur la

balance minimale figurant au compte et payable deux fois par année. D'autres établissements bancaires offrent des comptes du même type.

Même ces comptes d'épargne traditionnels se présentent parfois en plusieurs versions. À la Banque de la Nouvelle-Écosse, par exemple, on offre un compte d'épargne aux clients de plus de 59 ans et un autre pour ceux de moins de 18 ans.

Le taux d'intérêt versé aux plus de 59 ans est de neuf p. cent, soit un demi-point de plus qu'au compte d'épargne traditionnel. Les jeunes clients, pour leur part, doivent se satisfaire de bénéfices marginaux sous la forme d'un abonnement mensuel à un magazine. Ils ont également droit à des prix qui sont distribués régulièrement.

Il existe également le compte d'épargne à intérêt quotidien. L'intérêt versé est un peu moins élevé et on ne peut en retirer de l'argent par chèque.

À la Banque Canadienne Impériale de Commerce, le taux d'intérêt est de huit p. cent sur un tel compte. Le client y a droit à deux retraits gratuits à chaque mois, à moins que sa balance quotidienne soit toujours supérieure à \$1 000; dans ce dernier cas, tous ses retraits sont gratuits.

Il est évident que plus les dépôts sont importants plus les taux d'intérêt offerts sont élevés.

Ainsi, la Banque Toronto Dominion offre un intérêt de 10 p. cent sur les dépôts de plus de \$3 000 et de huit p. cent sur le premier \$3 000 lorsque la balance quotidienne se maintient à

au moins \$1 000. Pour un montant inférieur, le taux d'intérêt n'est que de trois p. cent.

Plusieurs types de comptes sont souscrits en raison des privilèges qui s'y attachent, notamment l'émission de chèques. Dans ces cas, également, certains frais s'attachent à l'administration de ces comptes.

À la Banque Royale du Canada, où le compte-signature est frappé d'un taux d'intérêt variant de trois à dix p. cent selon la balance en caisse, un client a droit à trois chèques ou retraits gratuits mensuellement. Chaque chèque supplémentaire est frappé d'un coût d'administration de \$0,27.

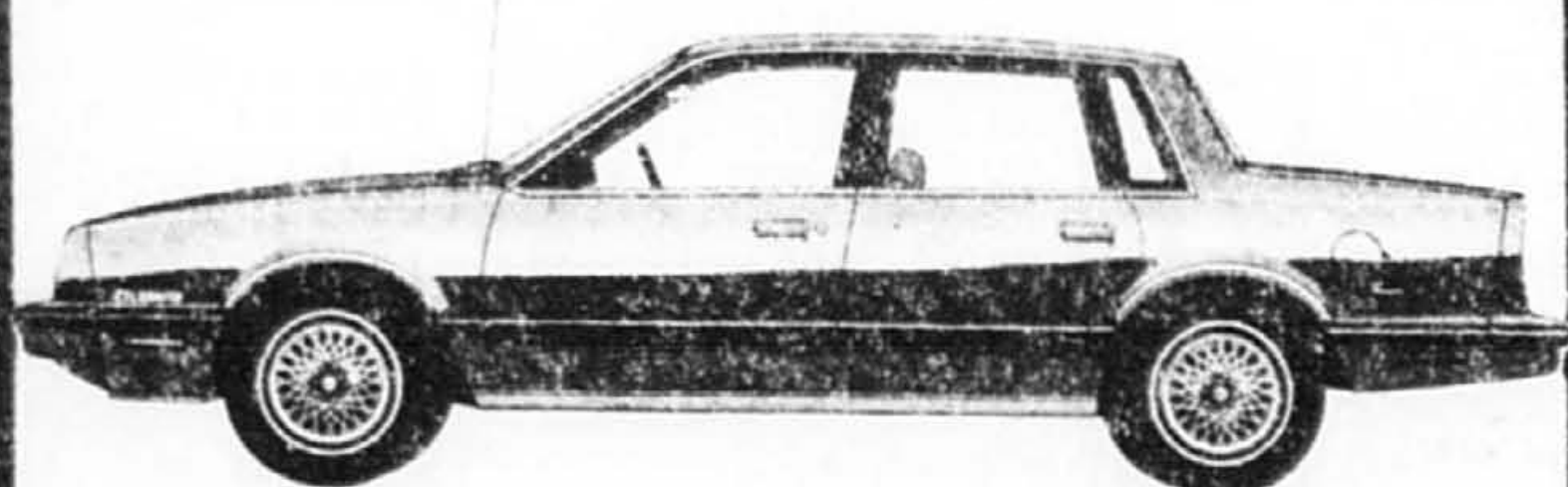
À la Banque Toronto Dominion, le compte d'épargne est crédité d'un intérêt quotidien sur les dépôts de \$2 000 ou plus, et d'un intérêt de trois p. cent sur toute somme moindre. Aucun frais ne frappe les chèques ou retraits des guichets automatiques lorsque la balance minimale se maintient à plus de \$300 durant une période donnée. Autrement, les frais sont de \$0,27 par chèque et de \$0,19 par retrait fait à un guichet automatique.

Les comptes bancaires sont offerts en tant de variétés qu'à la seule Banque de la Nouvelle-Écosse, on compte pas moins de cinq types différents de comptes d'épargne et de chèques. La variété est aussi grande dans tous les autres établissements.

Cette grande variété peut sembler embêtante à plusieurs. Pourtant, cela permet à chaque consommateur d'ouvrir un compte bancaire répondant réellement à ses besoins.

— Presse canadienne

Commandez votre Chevrolet Celebrity 1985
4 portes, 6 places, traction avant.
VOUS EN AUREZ POUR VOTRE ARGENT



CHEVROLET CELEBRITY 1985

Automatique, servodirection,
servofreins, dégivreur
électrique, radio.

10 114\$

plus transport et taxes.
Climatisation 904\$ en sus, si désiré

Ou louez-la \$280\$ par mois (36 mois).
30\$ par mois en sus pour climatisation.

Meilleure valeur de reprise. Nous
vendons moins cher que n'importe qui.

Barnabé
CHEV. OLDS, INC.

La maison du service depuis 33 ans.
925, boul. Laurentien (angle Côte Vertu) St-Laurent
744-6401

RELATIONS HUMAINES ET COMMUNICATION DANS LA VENTE

Pour les gérants
et les propriétaires

- Session de 92 heures
- Animée par des professionnels de la vente
- Formule intensive de 4 fins de semaine du jeudi matin au samedi soir: 18, 19, 20 octobre, 15, 16, 17 novembre, 13, 14, 15 décembre, 10, 11, 12 janvier
- Maximum de 12 participants par groupe
- Documentation écrite remise pour référence
- Attestation en fin de cours
- Pour améliorer les communications et les relations humaines avec l'équipe de vente

THÈMES GÉNÉRAUX ABORDÉS

- Le gérant et le leadership
- L'écoute de soi
- La dimension affective de la vente
- Les communications dans l'entreprise
- Les applications dans l'industrie

Coût: 1020\$ pour la session (scolarité déductible d'impôt)

Communiquez avec nous dès maintenant pour
réserver votre place.

CENTRE DE FORMATION
DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE
du Collège Marie-Victorin



7125, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J7
Tél.: (514) 325-4414

OBTENEZ DE L'OR POUR VOTRE ARGENT!



GRÂCE AUX CERTIFICATS DE DÉPÔT GARANTI DU TRUST GÉNÉRAL

33 LINGOTS D'OR À GAGNER

1 LINGOT DE 10 OZ TROY

32 LINGOTS DE 10 G

(magnifiques pendentifs sertis et montés sur une chaîne en or
de 14 carats d'une longueur de 45 cm)

VALEUR DE PLUS DE 20 000 \$*

C'EST FACILE DE PARTICIPER!

Pour chaque tranche de 1 000 \$ investie dans l'achat ou le renouvellement d'un certificat de dépôt garanti du Trust Général de 1 ou 2 ans, vous recevrez un bon de participation au concours, donc une chance de gagner un lingot d'or de 10 g ou le grand prix, un lingot d'or de 10 oz troy.

Doublez vos chances de gagner et obtenez deux bons de participation pour chaque tranche de 1 000 \$ investie dans un dépôt garanti de 3, 4 ou 5 ans.

Les obligations d'épargne du Canada sont aussi admissibles au concours.

DEUX GAGNANTS AU MINIMUM PAR SUCCURSALE!

Un premier tirage aura lieu dans chacune des succursales le 12 décembre 1984. Sept (7) bons seront tirés au sort et le 6^e et 7^e bons de chaque succursale gagneront immédiatement un lingot d'or de 10 g.

Le grand tirage aura lieu le 19 décembre 1984 à Montréal, à partir des bons sélectionnés lors des premiers tirages: 10 bons gagneront un lingot d'or de 10 g; le 11^e bon tiré gagnera le grand prix, un lingot d'or de 10 oz troy.

Le concours commence le 15 septembre 1984.

Participez vite! la date limite est le 11 décembre 1984.
Ne manquez pas votre chance d'obtenir de l'or pour votre argent!

Demandez tous les détails et les règlements aux succursales du Trust Général.

*La valeur de l'or est conforme à celle qui avait cours le 9 juillet 1984.

MONTRÉAL/PLACE VILLE-MARIE
Galerie des Boutiques
(514) 861-8383

MONTRÉAL/UNIVERSITY
1100, University
(514) 871-7200

OUTREMONT
1, Vincent d'Indy
(514) 739-3265

VILLE MONT-ROYAL
Centre Rockland
(514) 341-1414



TRUST GÉNÉRAL

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.



Le Bureau
de Commerce
et le
Cercle canadien
rendent
HOMMAGE À

la presse

100 ans

et aux médias

le lundi 15 octobre,
à midi

Conférencier
d'honneur

Roger D. LANDRY
Président et éditeur de
LA PRESSE

Hôtel Reine Elizabeth



Membres: 19\$

Non-membres: 24\$

Pour réservations: 871-1795

AIMERIEZ-VOUS PROFITER AU MAXIMUM DES LOGICIELS DE VOTRE PC D'IBM?

Un ordinateur coûte cher. Avez-vous les moyens de ne vous en servir qu'à moitié? Nous vous aiderons à augmenter substantiellement le rendement de vos PC d'IBM en formant votre personnel à l'utilisation maximale des logiciels. C'est aussi simple que ça à l'Institut Control Data.

Cadres ou personnel de soutien, initiés ou non à l'informatique, nous leur enseignerons à utiliser pleinement les logiciels que vous possédez déjà ou que vous pourriez acquérir.

C'est aussi simple que ça à l'Institut Control Data. C'est pourquoi nous sommes devenus le centre de formation le plus important au Canada dans le domaine de l'informatique.

Appelez-nous sans tarder. Nous prendrons le temps de vous conseiller.
(514) 285-8555

*Aussi simple que ça
à l'Institut
Control Data.*

CD INSTITUT CONTROL DATA

Tour La Cité, 300, Léo Pariseau, suite 400, Montréal H2W 2N1

[illegible]

Values	PB	Yates	Hout	Bos	Term	Net	Values	PB	Yates	Hout	Bos	Term	Net	Values	PB	Yates	Hout	Bos	Term	Net	Values	PB	Yates	Hout	Bos	Term	Net	
Bauch	13	57	24	23%	23%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	GTE	08	8	1216	40%	30%	40	—	JWT	10	134	33%	32%	33	+
Bea	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%	30%	1%	Ganett	17	672	44	43%	43%	—	Jamw	9	215	17%	17%	17%	17%	+
BeaCo	12	212	13	21%	21%	1%	ConEd	9	79	30%	30%																	

[illegible]

Option at price	Oct	Jan	Oct	Jan	Option at price	Oct	Jan	Oct	Jan	Option at price	Nov	Feb	Nov	
icca	30	2%	r	r	Sauibz	40	r	7 1/4	r	Hewlett	30	5%	r	3-1/2
232a	35	1%	1 1/4	2 1/2	3	45	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	15%	3 1/2	1 1/2
232b	40	1%	r	r	46 1/2	50	1 1/2	1 1/2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232c	45	1%	r	r	47 1/2	50	1 1/2	1 1/2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232d	50	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232e	55	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232f	60	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232g	65	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232h	70	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232i	75	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232j	80	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232k	85	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232l	90	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232m	95	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232n	100	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232o	105	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232p	110	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232q	115	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232r	120	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232s	125	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232t	130	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232u	135	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232v	140	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232w	145	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232x	150	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232y	155	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232z	160	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232aa	165	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232ab	170	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50	2	2	3 1/4	1 1/4	34 1/2	40%	7-1/2	1 1/2
232ac	175	1 1/4	3 1/4	4 1/4	50	50								

[illegible][illegible][illegible]

MARCHÉ DE LONDRES PRIVE EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE		NEW YORK					
FERMETURE							
CUIVRE (cathodes qualité sup.)		Volume:					
comptant	1021-1021,5	Lundi	46.550.000				
à terme	1045-1045,5	Vendredi	83.550.000				
ventes	104 950 tonnes						
CUIVRE & CATHODES		Faits saillants:					
comptant	1025-1027	Lundi	Vendredi				
à terme	1042-1043	Actions trans.	1.882 1.942				
ventes	250 tonnes	Gains	515 761				
ETAIN (qualité ordinaire)		Pertes	833 673				
comptant	9505-9515	Inchangées	534 508				
à terme	9465-9470	Hauts 84	13 22				
ventes	3 715 tonnes	Bas 84	19 14				
ETAIN (qualité supérieure)		Indices Dow Jones:					
comptant	9550-9560	Ouv.	Haut	Bas	Clot.	Var.	
à terme	9490-9491	30 Ind.	1179,99	1183,08	1170,49	1177,89	-4,64
ventes	670 tonnes	20 Tr	512,53	515,79	510,31	513,42	-1,61
PLOMB		15 Sv P	138,06	138,75	137,52	138,64	+0,36
comptant	32,5-329	65 Comp	466,31	467,90	463,05	466,08	-1,28
à terme	331-331,5	Indices Standard & Poor's:					
ventes	42,575 tonnes		Haut	Bas	Ferm.	Var.	
ZINC (qualité supérieure)		500 composé	162,68	161,80	162,13	-0,55	
comptant	682-702	480 Industries	183,39	182,36	182,77	-0,62	
à terme	654-656						
ventes	450 tonnes						
ZINC							
comptant	813-813						
à terme	804-805						
ventes	33,725 tonnes						
ALUMINIUM							
comptant	79,95-799,5						
à terme	823-823,5						
ventes	108,075 tonnes						
NICKEL							
comptant	3810-3812						
à terme	3895-3900						
ventes	5,280 tonnes						

L'OR

(AP) — Voici les cours de l'or (once de Troyes) à la fermeture des principaux marchés mondiaux, hier, en dollars US, avec entre parenthèses, les cours de clôture de vendredi:

Londres: \$341,50 (\$342,25)
 Paris: \$343,21 (\$345,40)
 Francfort: \$342,98 (\$346,94)
 Zurich: \$341,80 (\$342,25)
 Hong Kong: \$344,16 (\$347,50)

20 Transport 136,90 135,53 136,29 —0,61
 15 Sv. publique 70,79 70,53 70,65 —0,14
 40 Finances 16,99 16,85 16,88 —0,11

LE DOLLAR CANADIEN

78,00

77,90

77,80

77,70

77,60

77,50

77,40

77,30

77,20

77,10

77,00

76,90

76,80

76,70

76,60

76,50

76,40

76,30

76,20

76,10

76,00

75,90

75,80

75,70

75,60

75,50

75,40

75,30

75,20

75,10

75,00

74,90

74,80

74,70

74,60

74,50

74,40

74,30

74,20

74,10

74,00

Month	Rate (USD/CAD)
1978 Jan	75.80
1978 Feb	75.90
1978 Mar	75.80
1978 Apr	75.70
1978 May	75.60
1978 Jun	75.50
1978 Jul	75.40
1978 Aug	75.30
1978 Sep	75.20
1978 Oct	75.10
1978 Nov	75.00
1978 Dec	74.90
1979 Jan	74.80
1979 Feb	74.70
1979 Mar	74.60
1979 Apr	74.50
1979 May	74.40
1979 Jun	74.30
1979 Jul	74.20
1979 Aug	74.10
1979 Sep	74.00
1979 Oct	74.10
1979 Nov	74.20
1979 Dec	74.30
1980 Jan	74.40
1980 Feb	74.50
1980 Mar	74.60
1980 Apr	74.70
1980 May	74.80
1980 Jun	74.90
1980 Jul	75.00
1980 Aug	75.10
1980 Sep	75.20
1980 Oct	75.30
1980 Nov	75.40
1980 Dec	75.50
1981 Jan	75.60

L M M J V L M M J V L M M J V L

17 18 19 20 21 24 25 26 27 28 1 2 3 4 5 *

Des aubaines à tous les jours!

Les
**ANNONCES
 CLASSÉES**
 de

Ma parution

285-7111

APPRENEZ L' ANGLAIS

avec nos spéciaux

4 semaines **INTENSIVES**
à 199\$
ou
10 semaines **RÉGULIÈRES**

GALOIS®
844-5060

Depuis 1965

1410 Stanley  **MÉTRO
PEEL**

CETTE SEMAINE À PLACE BONAVENTURE

GALERIE DES BOUTIQUES

Les marchands de Place Bonaventure en collaboration avec la Fédération de l'Âge d'Or du Québec vous invitent à Trois Journées en Or... du 11 au 13 oct. De plus, les 11 et 12 oct. à midi, il y aura **DÉFILÉS DE MODE DE L'ÂGE D'OR** mettant en vedette 25 mannequins du troisième âge. Votre hôtesse: CLAIRETTE. Nombreux kiosques et étalages de grand intérêt pour les personnes de l'Âge d'Or. **GRATUIT.** Prix de présence. Café et croissants gratuits de 9h à 10h30 et de 14h30 à 16h30 thé et petits fours gratuits.

CENTRE DE COMMERCE EN GROS

Marché du vêtement de l'enfant. Mart 'A'. 14-16 oct. Commerçants seulement.

HALL D'EXPOSITION

Le Salon de l'électronique et des loisirs de Montréal. Exposition et vente d'une variété de produits: jeux vidéo, ordinateurs de maison, systèmes électroniques personnels, matériel de photographie et de cinématographie, centre de divertissement audio et de maison, équipement de création de films vidéo, la robotique, les voyages et lieux de villégiature. 11-14 oct. **ENTRÉE LIBRE.**

 **Place Bonaventure**

Le carnaval de Rio, un pactole à se partager

■ RIO DE JANEIRO (AFP) — À cinq mois du carnaval de Rio 1985, les bruits de tiroir-caisse font office de musique et rythment le quotidien des écoles de samba dans leur partie de bras de fer avec le gouvernement local pour obtenir un maximum de monnaie sonnante et trébuchante en vue d'un événement où sont attendus 600.000 touristes.

Le marché du carnaval — prévu du 15 au 18 février — représente une somme globale de près de \$500 millions en entrées, droits de retransmission télévisée et retombées commerciales pour l'Etat de Rio de Janeiro dirigé par le gouverneur social-démocrate Leonel Brizola.

Un tel pactole fait ouvertement l'objet de convoitises, illustrées par la guerre engagée depuis deux mois par les dix écoles vedettes de samba de Rio — sur un total de 44 — décidées à défilé seules et sans l'appui des autorités en cas de désaccord sur la répartition des bénéfices.

À l'issue du carnaval 1984, les écoles de samba avaient perçu au total \$375.000, soit 10 p. cent du prix des entrées payantes sur le tout nouveau Sambodrome (esplanade de samba), construit en béton sur les plans de l'architecte Oscar Niemeyer pour \$15 millions. Pour 1985, les dix, réunies dans une ligue, exigent de 30 à 40 p. cent des re-

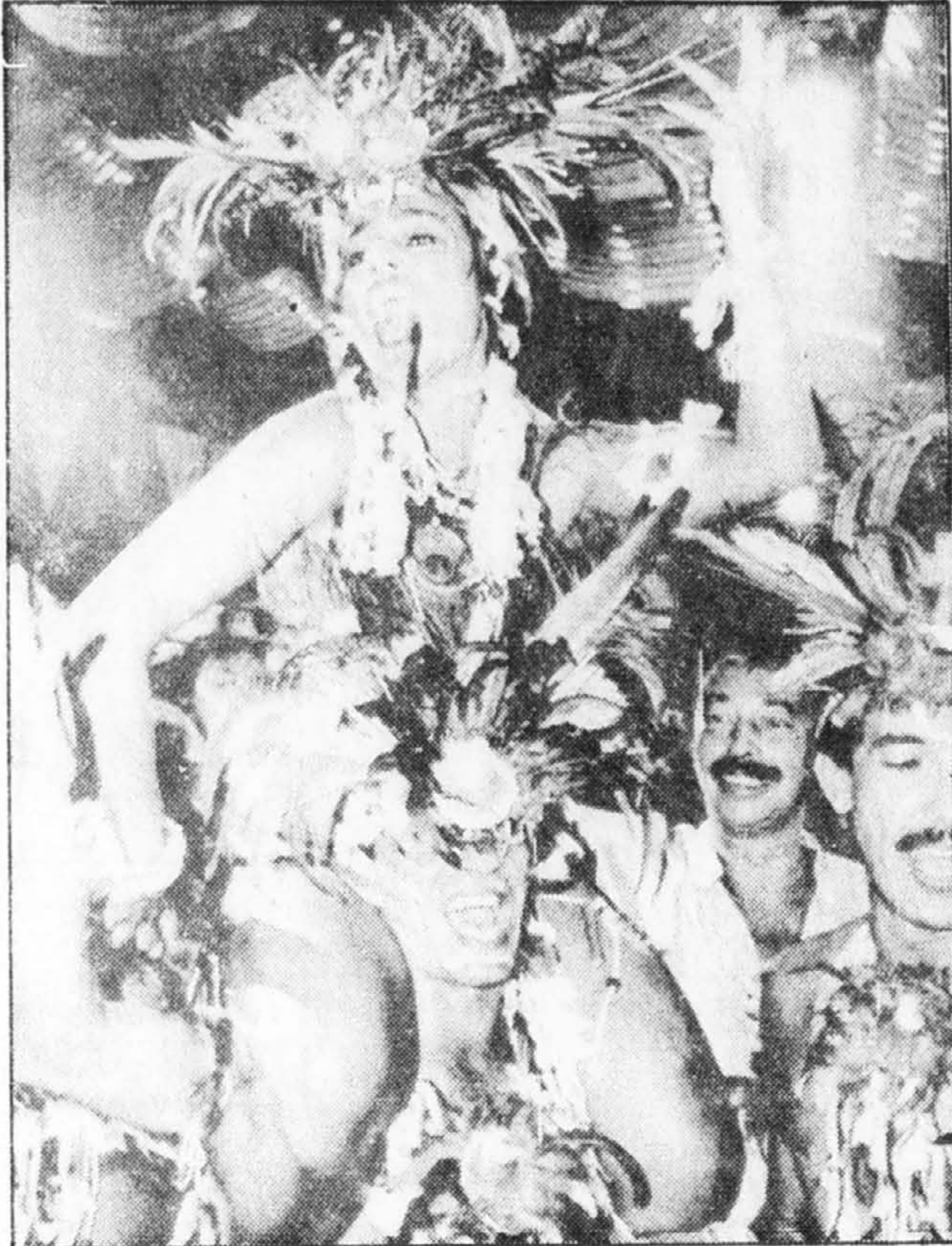
venus sur les billets d'entrée, ainsi que le maintien de leurs droits sur les retransmissions en direct de la grande folie.

Dialogue

Ce duel est jusqu'ici resté à fleurets mouchetés, et le dialogue n'a pas été rompu entre les dix et le gouverneur de Rio malgré les déclarations fracassantes des uns et des autres, aussitôt démenties par les faits. La seule menace actuelle a été proférée par les agents de voyage de Rio, opposés jusqu'ici à commercialiser, pour leurs séjours tout compris à l'intention des touristes étrangers, les billets d'entrée proposés par les autorités à \$100 l'unité.

Les écoles de samba, selon les estimations de la ligue, percevront la bagatelle de \$3 millions au total en 1985 si elles obtiennent gain de cause dans le combat mené par les dix, et suivi de loin par les petites écoles aux ressources trop faibles pour avoir le droit à la parole.

La querelle porte également sur l'organisation proprement dite du carnaval. L'édition 1984 avait été marquée par le défilé sur deux jours du défilé des grandes écoles, mêlées pour la circonstance aux petites. Les dix n'ont jamais digéré de ne plus passer toutes ensemble dans la même nuit, comme la tradition le voulait jusque là. Mais dans



téléphoto UPI

Les écoles de samba veulent une plus grande part du gâteau

les négociations en cours avec le gouvernement, la ligue se serait désormais disposée à accepter le défilé sur deux jours des dix, pour mieux insister, semble-t-il, sur sa revendication d'un pourcentage majeur sur les recettes.

Jeux clandestins

Cette querelle de gros sous est agitée en fait par les maîtres des jeux de hasard

clandestins, les rois du «bicho» (le jeu de l'animal), tolérés par les autorités. Sans leur aide financière, les écoles de samba se trouveraient privées de ressources: la seule dépense des écoles en strass, paillettes, déguisements et autres tissus s'est élevée cette année à \$25 millions.

La lutte se double d'une bataille des té-

lévisions pour obtenir les droits de retransmission d'un événement filmé en exclusivité par le canal Manchete pour \$180.000 en 1984. Cette somme pourrait atteindre en 1985 \$600.000, soit plus de 300 p. cent d'augmentation en un an, et la chaîne locale Globo — la plus importante d'Amérique Latine — est également sur les rangs.

Télémarketing: une nouvelle ère commence...

... et l'horizon qui s'ouvre au chef d'entreprise n'est plus le même. Aujourd'hui, nul ne doit se contenter d'une croissance lente ou de ventes anémiques. Le télémarketing est en mesure de donner à votre démarche marketing le souffle qui lui permettra d'accroître rapidement et considérablement les profits de votre entreprise.

Multiplier les ventes

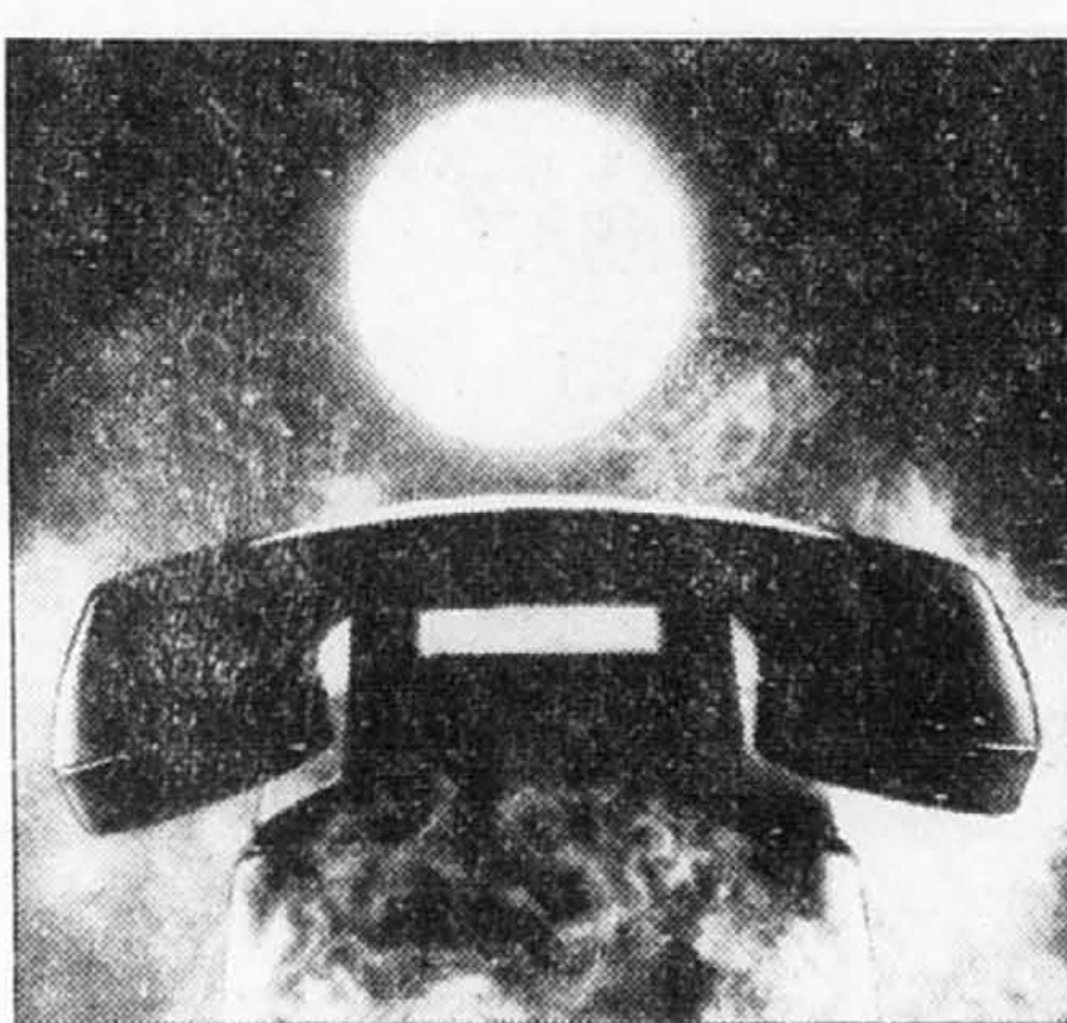
Le télémarketing, c'est une approche marketing qui repose sur un usage complètement repensé des télécommunications dans l'entreprise. En intégrant à la base les télécommunications à votre effort marketing, le télémarketing vous permet d'augmenter de façon décisive le chiffre des ventes tout en diminuant le coût relatif à chaque vente.

Développer les marchés

Le télémarketing s'appuie sur une compilation systématique de l'information; il vous permet ainsi d'identifier et de conquérir de nouveaux marchés à un rythme étonnant, tout en vous offrant la possibilité d'exploiter de façon optimale les marchés où vous êtes déjà implantés.

Accroître le service et la productivité

En incorporant le service à la clientèle de votre entreprise à l'ensemble des opérations prises en charge par le télémarketing, vous pouvez jouir d'une plus grande considération de la part de vos clients et d'une fidélité



bien supérieure à ce qui vous avait semblé possible jusque-là.

Le télémarketing vous permet en outre d'effectuer le traitement des commandes avec une efficacité qui vous donne un avantage marqué sur la concurrence. Il vous permet également d'améliorer la rentabilité des comptes marginaux, et

même de rationaliser et de rentabiliser davantage l'ensemble de la gestion des comptes.

Contrôler et planifier

Le télémarketing comporte des mécanismes de contrôle et de mesure des résultats d'opération qui lui permettent d'évaluer avec précision et régularité sa propre performance. Vous êtes ainsi en mesure de planifier et d'ajuster vos stratégies marketing en fonction d'une connaissance toujours supérieure et de votre marché et de vos opérations.

L'ère du télémarketing est déjà commencée. À l'heure où vous terminez ces lignes, vos concurrents en prennent connaissance. Et ils réfléchissent.

Telecom Canada a préparé pour vous une brochure qui vous en apprendra davantage sur le télémarketing. Vous pouvez l'obtenir en appelant, sans frais, au 1 800 361-3050. (En Colombie-Britannique, 112 800 361-3050.)

Telecom Canada est le réseau national qui regroupe les dix compagnies de télécommunications à travers le Canada.

L'ère du télémarketing

Telecom Canada

AGT • Bell Canada • B.C. Tel • Island Tel • Manitoba Telephone System • Maritime Tel & Tel • NB Tel
Newfoundland Telephone • Sask Tel • Télésat Canada

AVIS LÉGAUX • APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS



**SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE
D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**
Appel d'offres no. 018-3-11-41-01
Pour 15h00
Le mercredi, 31 octobre 1984

La Société québécoise d'assainissement des eaux requiert des offres pour la construction et la fourniture de deux postes de pompage, de conduites sanitaires, de refoulement et de trop-plein d'environ 161 mètres de longueur par 255 et 305 mm de diamètre dans la ville de Saint-Hyacinthe.

DOCUMENTS DISPONIBLES

Lieu de vente: Société québécoise d'assainissement des eaux, Service de l'approvisionnement, 1055, boul. Dorchester est, 10^e étage, Montréal (Québec) H2L 4S5. Tél.: (514) 873-7411.

Prix: 50,00\$ non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Lieux de consultation: Hôtel de ville de Saint-Hyacinthe; Association de la Construction de Montréal et de Québec; Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; Association des constructeurs de Saint-Hyacinthe - Bagot - Rouville; Bureaux de la Société à Montréal.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS

Lieu: Hôtel de ville de Saint-Hyacinthe: a/s M. Richard Bousquet, Greffier, 700, rue Hôtel de Ville, Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5B2.

Date et heure: le mercredi 31 octobre 1984 à 15h00.

DÉPÔT DE SOUMISSION

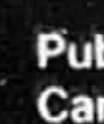
Montant: 37,000.00\$

Forme: Chèque officiel ou visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire ou un cautionnement de soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société québécoise d'assainissement des eaux sont admises à soumissionner.

La Société québécoise d'assainissement des eaux ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francine Constantineau, ing.
Directeur, approvisionnement et contrats

 **Travaux publics
Canada**  **Public Works
Canada**

APPEL D'OFFRES

LES SOUMISSIONS CACHETÉES, visant le(s) entreprise(s) ou service(s) énuméré(s) ci-après, adressées, au Chef, politique et administration des marchés région du Québec, Travaux publics Canada, Complexe Guy-Favreau, 200 ouest, boul. Dorchester, pièce 702-14, Montréal (Québec) H2Z 1X4 seront reçues jusqu'à 15:00, à la date limite déterminée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution situé au 6^e étage de la tour est du Complexe. Téléphone: 283-2497.

SERVICE

Appel d'offres no 84M-347P
Pour Société canadienne des Postes et Revenu Canada — Douanes. Nettoyage intérieur (rez-de-chaussée et escaliers) Immeuble du Gouvernement du Canada, 2020, rue Girouard SAINT-HYACINTHE (Québec)

On peut consulter les documents de soumission aux bureaux de poste suivants: Acton Vale, Granby, Saint-Hyacinthe et Saint-Liboire (Québec).

Date limite: le mardi 30 octobre 1984
Dépôt: Aucun

Informations générales

Tél.: (514) 283-2497 / 6656

Informations techniques

Tél.: (514) 283-6548

INSTRUCTIONS

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Canada

CNRAIL

APPEL D'OFFRES

POUR RÉFECTION DES TOITS
GARE CENTRALE
MONTRÉAL — QUÉBEC
No. DE PROJET 4-190

La nature des travaux consiste en l'enlèvement du système de toiture et de drains existants et en l'installation d'un nouveau système de toiture inversé uni-pli et de drains.

Les soumissions cachetées seront acceptées jusqu'à midi, heure avancée de l'Est, le jeudi 18 octobre 1984.

Les documents pertinents aux soumissions seront fournis à la salle des plans des services techniques, 13^e étage, 935, rue de la Gauchetière ouest, Montréal, H3B 2M9, moyennant le dépôt d'un chèque visé de cinquante dollars (\$50), payable à l'ordre de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Ce dépôt sera rendu aux intéressés qui auront renvoyé les documents en bon état, en dedans d'un mois de la date de fermeture des soumissions. Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner (514) 877-8971.

La Compagnie se réserve le droit de rejeter toute offre, si basse soit-elle.

Bureau du vice-président régional
Compagnie des chemins de fer
nationaux du Canada
Montréal (Québec)

MISE AU POINT

Veillez noter les corrections suivantes dans notre cahier publicitaire «Sensationnel» en vigueur du 9 au 13 octobre:

Page 16: la porte no 39850 n'est pas identique à l'illustration D.

Page 30: pour la télé couleur no 15404, on aurait dû lire prix en vigueur jusqu'au 27 octobre 1984.

Page 37: pour les pantalons habillés no 44708 - 43708, on aurait dû lire entrejambes 34", ourlet non fini.

Page 38: Il y aura un délai de livraison de 1 semaine pour les survêtements pour garçons no 7426-6426-5434, et nous acceptons les commandes.

Dans notre cahier publicitaire «Sensationnel» en vigueur du 1^{er} au 6 octobre, les voilages «Silhouette» Sears 1^{er} choix qui étaient annoncés en page 22 ne sont pas disponibles dans les magasins Sears du Québec.

Nous nous excusons de ces contretemps.

SEARS CANADA INC.

**Suite des Avis légaux
en pages E 11, E 12 et G 8**

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES
SOUSSIONS

Q Hydro-Québec

APPELS D'OFFRES

pour 10 h 30 heure de Montréal

RMN-84-19267
le mardi
30 octobre 1984
Région
ManicouaganSERVICES
D'ÉQUIPES POUR
LA CONSTRUCTION,
LES
MODIFICATIONS
ET L'ENTRETIEN
DE RÉSEAUX DE
DISTRIBUTION
AÉRIENSAdmissibilité:
Principale place
d'affaires au
Québec
Garantie de
soumission:
50 000 \$(SOUMISSION
PARTIELLE
ACCEPTABLE)RMY-84-19277
le mardi
6 novembre 1984
Région
MontmorencySERVICES
D'ÉQUIPES POUR
LA CONSTRUCTION,
LES
MODIFICATIONS
ET L'ENTRETIEN
DE RÉSEAUX DE
DISTRIBUTION
AÉRIENSAdmissibilité:
Principale place
d'affaires au
Québec
Garantie de
soumission:
100 000 \$(SOUMISSION
PARTIELLE
ACCEPTABLE)MSG-84-19272
le mardi
30 octobre 1984
Siège social et ses
dépendances
Montréal et ses
environsSERVICES DE
MAIN-D'ŒUVRE
POUR EXÉCUTER,
SUR DEMANDE, LA
MODIFICATION DE
SYSTÈMES D'AIR
CLIMATISÉAdmissibilité:
Principale place
d'affaires au
Québec
Garantie de
soumission:
10 000 \$RMN-84-19251
le mardi
30 octobre 1984
Région
ManicouaganINSTALLATION DE
POTEAUX ET
D'ANCRAGESAdmissibilité:
Principale place
d'affaires au
Québec
Garantie de
soumission:
20 000 \$

Toutes les conditions de chacun des appels d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de 25 \$ pour chaque exemplaire complet, chèque visé ou mandat payable à Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8 h 30 à 16 h 30 à l'endroit suivant:

HYDRO-QUÉBEC
SERVICE CONTRATS
BUREAU 80975 OUEST, BOUL. DORCHESTER,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) CANADA
H2Z 1A4Pour renseignements:
Téléphone: (514) 289-2895

La garantie de soumission susmentionnée doit être, au choix du soumissionnaire soit un chèque visé tiré par le soumissionnaire sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire ou un chèque officiel d'une banque à charte du Canada, payable à l'ordre d'Hydro-Québec, soit un bon de garantie de soumission, au montant indiqué.

Lorsqu'il est indiqué ci-dessus qu'une soumission partielle est acceptable, la garantie choisie doit être d'un montant égal au multiple de 1 000 \$ le plus près de DIX POUR CENT (10%) de la somme totale de la soumission ou de la proposition la plus élevée, jusqu'à concurrence du montant mentionné ci-dessus.

Seules les personnes, sociétés, et corporations qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau sus-indiqué sont admises à soumissionner.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Le directeur, Approvisionnement
Roger A. Labrie

CANADIEN NATIONAL

APPEL D'OFFRE

AGRANDISSEMENT DU BASIN GRAVING
ST. JOHN'S, TERRE-NEUVE

Nous invitons les entrepreneurs à nous envoyer des soumissions séparées pour les travaux suivants:

contrat no 1: TRAVAUX DE GENIE CIVIL, qui incluront diverses démolitions, dragage, pilotis, béton armé y compris béton immergé (coulé sous l'eau), services électriques.

contrat no 2: FABRICATION D'UNE PORTE, incluant travaux métalliques de structures et autres travaux, mécanique et électricité.

Les entrepreneurs peuvent présenter leurs soumissions pour l'un des contrats ou pour les deux.

Les soumissions devront être présentées conformément aux «instructions aux soumissionnaires». Les soumissionnaires pourront envoyer leurs offres par la poste ou les apporter en personne à

V.H. Bushell
Directeur, achats
Canadien National
935, rue De la Gauchetière est
8e étage
Montréal (Québec) H3C 3N4

La compagnie acceptera la réception des soumissions avant ou jusqu'à 12h (MIDI), heure locale de Montréal, 9 novembre 1984.

Le présent appel d'offre ne comportera aucun délai supplémentaire et les offres ne seront pas ouvertes publiquement.

Les documents relatifs aux soumissions peuvent être obtenus de

Newfoundland Design Associates Limited
Albery, Fullerts, Dickson & Associates
Joint Venture
95 avenue Bonaventure
St. John's, Terre-Neuve A1B 2X5

Paiement de \$250, sous forme d'un chèque visé émis à l'ordre du Canadien National, est requis pour chaque jeu de documents. \$100 de cette somme seront remboursés à leurs propriétaires contre la restitution des plans et cahiers de charges dans les trente (30) jours qui suivront la clôture du présent appel d'offre.

Un dépôt équivalent à dix pour cent du prix soumis est requis et doit accompagner chaque soumission.

En outre, tout soumissionnaire devra fournir la preuve qu'il a les moyens et l'expérience requis pour accomplir les travaux qui font l'objet du présent appel d'offre et qu'il dispose également des capitaux et de l'outillage voulus pour l'exécution réussie des travaux requis.

De plus, les soumissionnaires qui s'intéressent plus particulièrement au contrat no 1 (TRAVAUX DU GENIE CIVIL) devront fournir la preuve qu'ils ont de l'expérience dans la mise en place de béton immergé (coulé sous l'eau).

Le Canadien National se réserve le droit de rejeter toute soumission, quelle qu'elle soit.

02.10.84

Suite des Avis légaux
en pages E 10, E 12 et G 8Le BAM, jumeau du Transsibérien,
sera bientôt complété après dix ans

■ MOSCOU (AFP) — Après dix ans de travaux, la bourgade de Kouanda dans une des régions les plus inhospitalières de la Sibérie, assistera dans quelques jours à la pose du maillon d'or, le dernier rail qui terminera le BAM, ou Baikal-Amour-Magistrale, le frère jumeau du Transsibérien, une voie ferroviaire de 3 146 km de long.

Dix années émaillées par une série de revers sur ce que les responsables appellent le chantier du siècle qui aura englouti, selon des estimations occidentales, quelque \$15 milliards, mais dont l'URSS espère tirer à terme un bénéfice infiniment supérieur.

Chantée par le poète Evgueni Evtouchenko, l'idée du BAM remonte à 1904: Loïc de Lobelle, un ingénieur français, rêvait alors d'une liaison ferroviaire entre Paris et New York, via Moscou et la Sibérie, avec rien de moins qu'un tunnel de 60 km sous le détroit de Bering.

Vite abandonnée par les tsars, l'idée est réexaminée par le pouvoir des Soviétiques dès 1932. Un premier tracé est retenu avant que la Deuxième Guerre mondiale ne déplace les priorités. Une nouvelle décision en 1945, puis un nouveau réexamen en 1967 devaient conduire Léonid Brejnev à promouvoir en 1974 le projet actuellement en voie de finition.

Les Bamoviets

Devenir Bamoviets, ou travailleur du BAM, fut déclaré un honneur pour la jeunesse soviétique qui effectivement s'y précipita, souvent avec pour seul bagage sa bonne volonté. Sur les quelque 130 000 personnes qui, les dernières années, y travaillaient en permanence, les Komsomols des jeunes communistes ne constituent plus le gros de la main-

d'oeuvre, de l'aveu même des autorités qui ont toutefois toujours caché l'étendue de l'apport de l'armée.

La construction des quelque 3 200 ouvrages d'art — un par kilomètre en moyenne — par moins 60 degrés en hiver et plus 40 en été, était rendue encore plus difficile par l'état des sols, la merzota ou terre éternellement gelée, et une sismicité exceptionnelle de 2 000 secousses par an dont certaines peuvent atteindre le degré 9 sur l'échelle Richter.

Dans ces conditions, force était aux autorités de créer un intérêt: des salaires pouvant atteindre 700 roubles par mois, soit le quadruple de la moyenne nationale, dans un environnement où il est quasiment impossible de dépenser de l'argent, y ont autant contribué que des bons de cure distribués sans la parcimonie habituelle ou la perspective d'acheter, au retour, une voiture personnelle sans avoir à attendre plusieurs années.

Réalisations

Tout cela n'a pas empêché, selon le directeur du BAM Valeri Gorbounov, que la mobilité de la main-d'oeuvre soit deux fois supérieure à la moyenne.

Il est vrai que tout ce qui a été promis aux Bamoviets n'a pu être réalisé, et surtout pas à temps: sans parler des édifices qui s'écroulent, de tel hôpital installé dans une galerie marchande ou de tel chantier arrêté durant deux ans faute de matériel, cas évoqués au fil des années par la presse officielle et le Bureau politique du PC.

Après un voyage d'inspection, du 3 au 10 juin dernier, de Gueidar Aliev, grand patron des transports chaotiques de l'URSS, l'instance suprême du pouvoir

critiquait des retards sur le plan pour la construction, l'infrastructure, la fourniture d'électricité et l'approvisionnement en denrées.

Manque de coordination

La principale raison des retards et déficiences semble avoir été, selon des experts occidentaux, le manque de coordination entre la douzaine de ministères et de comités d'Etat impliqués. Chacun, dit un diplomate, semble avoir travaillé dans son coin.

L'énorme serpent ferroviaire qui reliera Oust-Kout, sur l'ancien Transsibérien, à Komsomol-sur-Amour à l'extrême est du pays, répond selon les spécialistes occidentaux à un triple objectif: stratégique, industriel et commercial.

1) Situé à une distance de 400 à 700 km, au nord du Transsibérien, le BAM se trouve nettement plus éloigné de la frontière chinoise et devrait donc aux yeux des Soviétiques être moins vulnérable en cas de conflit.

2) L'exploitation de la Sibérie orientale, jusqu'à présent délaissée ou presque, ouvre la voie vers des richesses fabuleuses: 12 milliards de mètres cubes de bois dans un rayon de 200 km, de part et d'autre de la voie ferrée, 88 milliards de tonnes de charbon, 60 milliards de tonnes de minerai de fer, les gisements de cuivre les plus importants du monde, une dizaine de métaux précieux ou nobles.

Zones industrielles

Pour leur exploitation, le pouvoir soviétique a imaginé la création, le long des rails, d'une douzaine de zones industrielles dont chacune doit regrouper un ou plusieurs gisements, une ou plusieurs usines de transformation et une

infrastructure commune. Ainsi en Yakoutie du Sud, territoire jusqu'à présent coupé du monde où l'acheminement de certaines marchandises prenait jusqu'à neuf mois, d'énormes gisements de charbon cokéifiable avoisinent les grandes réserves de minerai de fer de Tchra-Tokinsk.

En gros, il s'agit selon un plan qui ne sera réalisé qu'à la fin du siècle, de créer une ceinture industrielle dans l'Extrême-Orient soviétique qui, sur une surface de 1 500 000 km carrés, drainera autant d'habitants.

3) Le BAM désengorgera le Transsibérien, même si le problème de futures locomotives surpuissantes semble loin d'être résolu. Sa capacité de fret devrait atteindre 25 millions de tonnes par an vers 1990 et, de l'avis de spécialistes occidentaux, l'URSS s'apprête à offrir aux pays riverains comme le Japon, les Etats-Unis ou le Canada un débouché intéressant grâce au transport de marchandises par conteneurs entre le Pacifique et l'Europe.

Tout n'est pas dit

Mais cet objectif semble loin d'être atteint. Pour les experts occidentaux, la pose du maillon d'or, prévue officiellement pour le 29 octobre, ne signifie pas pour autant que le chemin de fer existe. De nombreux tunnels n'existent encore que sur les plans et sont contournés par des dérivations, dont celle de Severomouisk, prévue pour 15,7 km, et taillée dans une roche décrite par la presse comme du savon, le tout agrémenté de coulées de gravier et de la percée d'une poche d'eau bouillante qui, de l'avis d'experts, a dû faire de nombreux morts.

Volez
vers Pittsburgh
et 48 autres villes
par USAir.Vous allez à Pittsburgh ou plus loin encore? L'horaire
USAir vous plaira sûrement.

Si vous devez vous rendre aux États-Unis par affaires ou tout simplement pour y passer vos vacances, pensez à USAir. USAir vous offre un excellent service, à commencer par des vols sans escale vers Buffalo et Cleveland et des vols avec escale vers Pittsburgh à 11h15 et 18h45.

Lorsque vous arrivez à Pittsburgh, USAir met à votre service tout son réseau et vous propose des vols vers plus de 48 villes et ce, tous les jours ouvrables. En tout, USAir dessert plus de 90 villes américaines et canadiennes.

Pourquoi est-ce plus pratique de correspondre à
Pittsburgh?

Parce que c'est le quartier général de USAir. Nos installations là-bas ainsi que notre service et nos horaires bien conçus nous permettent de vous diriger vite et bien vers une foule de villes américaines.

De plus, une correspondance sur un autre vol USAir signifie que vous n'avez pas à vous préoccuper de vos bagages ou de votre choix de siège une deuxième fois. Vous le faites une fois en partant et par la suite, vous n'avez qu'à profiter de votre voyage!

Quand vous choisissez l'une des compagnies aériennes les plus populaires au monde, vous vous attendez à un excellent service. Et vous ne serez pas déçu parce que justement, nous tenons à bien servir nos clients.

Pour obtenir plus de renseignements sur nos vols et nos tarifs spéciaux, appelez votre agent de voyage ou USAir au (514) 871-0017. Au Québec, à l'extérieur de Montréal, appelez USAir sans frais au 1 (800) 263-8136.

MONTRÉAL - PITTSBURGH

VERS PITTSBURGH			RETOUR		
DÉPART	ARRIVÉE	SERVICE	DÉPART	ARRIVÉE	SERVICE
11h15	13h44	une escale	8h30	10h44	une escale
18h45	21h05	une escale	15h50	18h15	une escale

Certaines exceptions possibles durant le week-end.

• BALTIMORE
• BIRMINGHAM
• CHARLESTON, WV
• CHARLOTTE
• CHICAGO
• CINCINNATI
• COLUMBUS, OH
• DALLAS/FORT WORTH
• DAYTON*
• DÉTROIT
• ÉRIÉ
• GRAND RAPIDS
• GREENSBORO/HIGH POINT/
WINSTON-SALEM
• GREENVILLE/SPARTANBURG
• HARRISBURG/YORK
• HUNTINGTON/ASHLAND/
IRONTON
• INDIANAPOLIS
• KANSAS CITY
• LEXINGTON/FRANKFORT
• LOS ANGELES
• LOUISVILLE
• MEMPHIS
• MINNEAPOLIS/ST. PAUL
• NASHVILLE
• NORFOLK/VIRGINIA BEACH/
WILLIAMSBURG
• ORLANDO
• PHOENIX/SCOTTSDALE
• RALEIGH/DURHAM
• RICHMOND
• ST. LOUIS
• SAN DIEGO
• SAN FRANCISCO
• TOLEDO
• WASHINGTON, DC
• WEST PALM BEACH

USAIR

*Vol direct offert

© 1984 USAir, Inc.

AVIS LÉGAUX · APPELS D'OFFRES · SOUMISSIONS

la fierté à une ville

montreal

OPÉRATION

20 000

LOGEMENTS

VILLE DE MONTRÉAL

EMPLACEMENT (S)
XIV 22-98 Dupéré

Dans le cadre de l'Opération 20000 logements de la Ville de Montréal, le comité exécutif recevra des propositions pour la construction d'habitations sur le ou les emplacements représentés en vignette.

Le ou les emplacements ont un potentiel de logements de 10 unités.

Le ou les bâtiments à ériger sont du type unifamilial tel que décrit au programme.

Les propositions seront remises de main en main au Secrétaire administratif, pièce 415, Hôtel de Ville, 275, rue Notre-Dame est, Montréal, avant midi (12h) et seront ouvertes immédiatement après au bureau du Greffier, pièce 120 de l'Hôtel de Ville, le 14 novembre 1984.

Pour la somme de 15\$ payable comptant ou par chèque visé, non remboursable, on peut se procurer un exemplaire du dossier d'invitation en s'adressant à la réception de la CIDEM, 155, rue Notre-Dame est, pièce 012, à compter du 10 octobre 1984.

Seules les propositions accompagnées d'un dépôt seront recevables. Le dépôt, valide pour soixante (60) jours, pourra prendre la forme soit d'un chèque visé à l'ordre de la Ville de Montréal et tiré sur une caisse populaire ou une banque à charte canadienne, soit d'une lettre de crédit irrévocable émise par une caisse populaire ou une banque à charte canadienne, soit d'un cautionnement selon le modèle soumis dans le dossier d'invitation. Le montant du dépôt sera de 5000,00\$.

La Ville de Montréal demeure libre de rejeter toutes les propositions. La décision de la Ville sera sans appel et aucune requête en indemnité ne sera admise. Les propositions seront jugées au mérite selon les critères élaborés dans le cahier des charges.

Le Directeur — Commissaire général
CIDEM, Ville de Montréal

Yvon Gariépy
Montréal, 1984.

appel d'offres



GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Les ministères ne s'engagent à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Réalisation d'une Étude de marché et de prospectives de développement de la Banque de terminologie du Québec (B.T.Q.) pour les cinq prochaines années.

Sont admis à soumissionner les firmes et les organismes ayant leur principale place d'affaires au Québec et ayant réquisitionné les documents de soumission à leur nom à l'adresse indiquée ci-dessous.

Les soumissions pour être recevables devront être accompagnées d'une GARANTIE sous forme, soit de cautionnement de 16 750\$, soit d'un chèque visé de 8 375\$, à l'ordre de l'Office de la langue française.

Les documents sont disponibles de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, du lundi au vendredi, à l'adresse suivante:

Direction de la recherche et du secrétariat
Office de la langue française
800, place Victoria, 16^e étage
Montréal (Québec)
H4Z 1G8
Tél.: (514) 873-8275

La RÉCEPTION des soumissions se fera à la même adresse et les enveloppes dûment scellées seront déposées au soin de Madame Hélène Fullum.

La clôture de la réception des soumissions est fixée à 14 heures, le 30 octobre 1984. L'ouverture publique des soumissions aura lieu à 14 h 15, le même jour.

Le président de l'Office
de la langue française
Claude Aubin

Québec



Saint-Laurent

AVIS PUBLIC

Vente de véhicules et d'équipements usagés

La Ville de Saint-Laurent offre en vente aux plus offrants les équipements suivants:

2 Camions Dodge 1974, modèle C-800 avec benne basculante, M.T.C. 15,422 kg.
1 Aspirateur auto-propulsé Elephant-Vac, modèle ECV-2 1978.

1 Caisson de 8 pi et autres pièces connexes pour camionnette Dodge D-200 1978.

3 Chasse-neige de marque Frink et Industech.
2 Groupes électrogènes portatifs Wind Power.

1 Scie mécanique de marque Partner K-12.

1 Lot de tondeuses Jacobsen commerciales 20 po, années 1978 et 1979.

1 Coupe-bordure Toro 1980.

1 Débroussailluse Homelite modèle HLB-4, 1978.

1 Lot tondeuses à fléaux, marque Ford modèle 917, 1976.

1 Faux latérale Triumph 1977.

1 Pompe à eau portative Gorman Rupp.

1 Fardier 80 po x 11 pi de fabrication domestique.

4 Climatiseurs Westinghouse, Electrohome, etc...

1 Antenne de télévision avec rotor.

3 Lots pneus et tubes variés.

1 Moteur 600 volts 50 c.v.

1 Lot de fixitures «PEM».

1 Lot de luminaires «Eclatex» 400 watts.

— Garantie de soumission: 10%

Tous ces véhicules et ces équipements sont vendus tels quels sans aucune garantie.

Une soumission individuelle est demandée pour chaque lot. Toute personne intéressée à soumissionner devra s'adresser à Monsieur Robert Gosselin, chef de division — magasin, aux ateliers municipaux 13001, boulevard Cavendish, Saint-Laurent, Québec, afin de voir les équipements mentionnés ci-dessus et se procurer les formules de soumission à compter de 13 heures, mardi le 9 octobre 1984.

Les soumissions seront ouvertes en présence des intéressés aux ateliers municipaux, 13001, boulevard Cavendish, Saint-Laurent, Qué., le mercredi 17 octobre 1984 à 9 heures.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions reçues.

Pierre Lebeau, c.g.a.
Directeur général

777, boulevard Laurentien
Saint-Laurent, Québec

H4M 2M7

Le 9 octobre 1984.

LA SOIE

DES SOINS DENTAIRES

Mutuelle
d'assurance-groupe

ASSURANCE-MALADIE,
VIE, SALAIRE ET
RÉGIMES DE RETRAITE

SOINS DENTAIRES DE BASE
Radiographies, examens de la dentition, polissages de dents, bagues de maintien, ablations, soins de gencives

SOINS DENTAIRES DE RESTAURATION
Couronnes, traitements de canal, prothèses

SOINS DENTAIRES D'ORTHODONTIE
Corrections de défauts fonctionnels et esthétiques

Siège social: 2525, boul. Laurier, Sainte-Foy, Québec G1V 4H6
Succursales: Québec et Montréal

Tout un concours!

«PRÊT-AUTO... MATIQUEMENT PAYÉ»

Votre décision est prise; vous achetez une voiture.

Venez nous rencontrer à la Banque de Montréal, nous avons une occasion en or pour vous.

Jusqu'au 1^{er} décembre 1984, lorsque vous obtenez un prêt-auto d'au moins \$3 000 et d'une durée minimum d'un an, vous devenez admissible au concours «Prêt-auto...matiquement payé». Les vingt gagnants de ce concours verront leur prêt-auto...matiquement acquitté, en entier, par la Banque de Montréal. N'est-ce pas là une occasion en or!

De plus, durant la même période, vous bénéficiez d'un taux d'intérêt réduit sur votre prêt-auto. Et tout ça à la Banque de Montréal où vous avez changé notre façon de faire.



Banque de Montréal

Renseignez-vous

Date limite le
1^{er} décembre.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MINGAN
No: 650-12-001518-841

DANS LA COUR:
SUPÉRIEURE

JUAN VICH, rentier,
domicilié et résidant au 25,
rue Lockhead à Sept-Îles,
district de Mingan
Demandeur(resse)

—VS—

FRANCISCA LLADO,
journalière,
d'adresse inconnue
Défendeur(resse)

ORDONNANCE

Il est ordonné au(x) défendeur(s): FRANCISCA LLADO de comparaître dans un délai de trente jours de la parution d'un avis publié;

Dans un journal de langue française portant le nom de: «LA PRESSE»

PRENEZ AVIS qu'une copie d'une requête en divorce a été déposée au Greffe.

BUREAU DU
PROTONOTAIRE
Sept-Îles, le 2 octobre 1984
Officier dûment autorisé
R.A.L.D.

Il y a de tout dans les
ANNONCES
CLASSÉES
de
285-7111

ADDENDA À L'APPEL D'OFFRES DE CN MARINE

Les parties désirant soumettre des offres pour la fourniture d'un navire à passagers et fret sous forme d'affrètement/achat pour le service côtier de Terre-Neuve de CN Marine sont priées de noter que:

- La date limite de réception des offres a été reportée au 15 décembre 1984, à 15 heures, HNA.
- On peut obtenir la documentation relative à la soumission d'offres et aux caractéristiques techniques souhaitées jusqu'au 15 octobre 1984, à 15 heures, HNA seulement.
- La capacité de chargement du navire doit être 807 mètres cubes.

Le président-directeur général

Suite des Avis légaux
en pages E 10, E 11 et G 8

AVIS est par les présentes donné, conformément à l'article 676 du Code civil de la province de Québec, que la succession de feu ERMANDO GALERIO décédé le 30 juin 1984, de son vivant domicilié au 65 Place Barton à Dollard des Ormeaux, a été acceptée sous bénéfice d'inventaire le 15 août 1984, enregistrée sous le numéro 14-002812-840 de la Cour Supérieure, district de Montréal, reçue par le notaire Joseph Silverstone, 292, ouest, boul. St-Joseph, Montréal, Québec.

DATE à Montréal, ce 3e jour d'octobre 1984.

SEAL & ASSOCIÉS, avocats
2015, rue Drummond
Suite 1010
Montréal, Québec
H3G 1W7
Procureurs de l'héritier bénéficiaire, le mineur RICARDO GALERIO

Prenez avis que M. Joseph Neuberger de 5230, rue St-Dominique à Montréal, province de Québec a fait une requête en changement de nom auprès du Ministère de la Justice et le Service de Changement de Nom, par laquelle requête, le requérant demande le changement de son nom de Joseph Neuberger à Joseph Nimrod Blanchard, et ce depuis le 22 août 1984.

AVIS LÉgal

Avis est par les présentes donné en vertu des articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (S.R.Q., chap. 280), que le cautionnement en vertu d'un acte d'hypothèque, fiduciaire et nantissement, de MECA-NICO LTÉE, en faveur de DANIELLE OIKNINE passé devant Maître Eric M. Lack, notaire, le 9 novembre 1981, et enregistré le 9 novembre 1981 dans les bureaux de l'enregistrement à Montréal, sous le numéro 3417817 est devenu exécutoire.

Donné à Montréal, le 3 octobre 1984.

H. & Diamond Associés Inc., agent de Danielle Oiknine, en qualité de syndic pour les actionnaires de Mecanico Ltée.
Tél.: 514-483-2303

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION

Prenez avis que la compagnie CHARSIL HOLDINGS LTD. — PLACEMENTS CHARSIL LTÉE demandera à l'inspecteur général des Institutions Financières la permission de se dissoudre.

Montréal, ce mil neuf cent quatre-vingt-quatre.
Tees, Watson, Poitevin, Jovet & Robarge, notaires
Procureurs de la compagnie

PEINTURE PATTERSON-LAVAL LTÉE
PATTERSON-LAVAL PAINT LTD.

AVIS est par les présentes donné que la compagnie PEINTURE PATTERSON-LAVAL LTÉE/PATTERSON-LAVAL PAINT LTD. constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la ville de Chomedey, Laval, demandera au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

DATE à Laval, ce 23e jour d'août 1984.

PEINTURE PATTERSON-LAVAL LTÉE
PATTERSON-LAVAL PAINT LTD.
par:
Secrétaire:
TOMAS JAKABOVITS